



Jean-Pierre Sueur
Sénateur du Loiret



Compte-rendu de mandat

2001 > 2011

2001 > 2011

Le mandat de Jean-Pierre Sueur en chiffres

Débattre, rencontrer, rendre compte,
intervenir, défendre, proposer, écouter

18

comptes-rendus
de mandat

8

rapports parlementaires

390

questions au
gouvernement

40 000

courriers

160

groupes accueillis
au Sénat

3 850

déplacements
dans le Loiret

10

propositions de lois
et de résolution

10 000

personnes reçues (environ)
à Orléans et au Sénat

370

lettres électroniques

En 2010, Jean-Pierre Sueur est arrivé premier sur 343 dans le classement de tous les sénateurs français sur le travail parlementaire établi par le magazine *Lyon Capitale*.

Le temps est venu de vous rendre compte

Lorsqu'en 2001, les grands électeurs du Loiret m'ont choisi pour être l'un des sénateurs de notre département, je me suis engagé à exercer pleinement ce mandat et à en rendre compte régulièrement.

Le moment est venu de vous adresser ce « compte-rendu de mandat » qui synthétise - trop sans doute - toutes ces années de travail.

C'est aussi l'occasion de vous faire part de quelques réflexions.

A ceux qui posent la question de l'utilité d'une seconde assemblée parlementaire à côté de l'Assemblée Nationale, je réponds que, sans elle, il n'y aurait pas de « navette » et qu'il n'y aurait donc qu'une seule « lecture » pour chaque texte de loi. Ce serait une absurdité. Car ayant été député et étant sénateur, je mesure combien un processus parlementaire approfondi est nécessaire pour faire les lois dans de bonnes conditions.

N'oublions jamais que tout mot, toute ligne, tout paragraphe de la loi s'applique à tous les Français et peut avoir de grandes conséquences pour les uns, les unes et les autres.

C'est d'ailleurs pourquoi les grandes démocraties modernes ont choisi le « bicamérisme ».

J'ajouterai que les sénateurs étant élus par des représentants des communes, départements et régions, ils se doivent forcément d'être proches des élus et des habitants de tous les territoires

Chaque sénateur, comme chaque parlementaire, défend les convictions et les valeurs auxquelles il adhère.

Vous en trouverez le témoignage dans les pages qui suivent. Comme vous l'avez trouvé dans les dix-huit Lettres biannuelles et les lettres électroniques hebdomadaires que j'ai envoyées tout au long du mandat.

Je crois en la décentralisation, en la nécessité de services publics modernes présents partout, en la solidarité. Je souhaite une France juste et dynamique, faisant confiance à ceux qui prennent des initiatives et qui entreprennent – ce qui n'est pas contradictoire, tout au contraire.

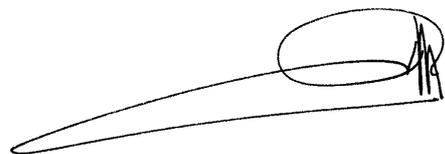
Je crois en une Europe qui ne pourra surmonter les crises actuelles que si la monnaie unique va désormais de pair avec de réelles cohérences économiques, budgétaires, sociales et environnementales.

Je crois en l'éducation et en la recherche, qui prépare les emplois de demain.

De tout cela, nous débattons constamment au Sénat. J'apprécie que nous puissions le faire dans le respect réciproque.

Ce ne sont ni les idées, ni les convictions qui détournent un trop grand nombre de nos concitoyens de la politique : ce sont les simplismes, l'intolérance et la démagogie.

Je vous assure des mes sentiments bien dévoués,



Jean-Pierre SUEUR, Sénateur du Loiret, ancien ministre

Pour les libertés

« Pourquoi je n'ai pas voté la réforme territoriale »

Une interview de Jean-Pierre Sueur



Jean-Pierre Sueur, la loi sur réforme territoriale n'est pas passée au Sénat qu'avec une majorité de deux voix. Pourquoi n'avez-vous pas voté cette loi ?

JPS. Pour plusieurs raisons, la principale est que c'est une loi de recentralisation. Je suis profondément attaché aux communes et à leurs libertés.

Je suppose que vous pensez, en particulier, à l'intercommunalité ?

JPS. Oui, lorsque j'étais ministre, j'ai présenté à trois reprises devant le Sénat et à trois reprises devant l'Assemblée Nationale la loi qui a créé les communautés de communes. C'était une loi de liberté. C'est pourquoi elle a été votée. Les communes étaient libres d'adhérer ou non à une communauté, les périmètres étaient librement définis, la composition des conseils de communauté aussi, les compétences également. Il n'y avait aucune obligation d'atteindre le seuil de 5 000 habitants. Les syndicats intercommunaux étaient respectés. Cette

Réforme territoriale

L'intervention

de Jean-Pierre Sueur au Sénat

le 4 juillet 2011 (extraits)

M. Jean-Pierre Sueur. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, j'ai voté naguère les lois de décentralisation présentées par Pierre Mauroy et Gaston Defferre. Je me souviens de la ferveur avec laquelle nous les avons adoptées.

Par la suite, nous avons voté la loi de 1992, qui a permis de réaliser de grands progrès, puis la loi de 1999, qui comportait également des avancées significatives (...)

À présent, nous sommes à nouveau rassemblés autour de ce projet de loi, élaboré non pas par vous, monsieur le ministre, mais par vos prédécesseurs (...). Et voilà contraint de défendre une nouvelle fois un texte dont bien des sénateurs, et ce sur toutes les travées, ne voulaient pas ; quant aux autres, ils ont manifesté un enthousiasme quelque peu frelaté, voire forcé. (...)

Je ne rappellerai le vote acquis, avec le précieux concours du président de séance par deux voix de majorité. C'est dire combien l'enthousiasme était faible ! (...)

« Evoquons les finances locales »

Regardons la réalité des collectivités locales de ce pays. Evoquons d'abord les finances, sujet qui préoccupe tous les élus.

Les élus locaux voient que la réforme de la taxe professionnelle, quelles qu'en soient les motivations, a eu pour effet de diminuer leurs ressources. Ils constatent également que

les dotations de l'État ne sont plus ce qu'elles étaient auparavant. (...) En outre, nous sommes très préoccupés par l'absence de « prévisibilité ». Bien des élus locaux sont incapables de dire aujourd'hui quelles seront leurs ressources l'année prochaine, en raison des effets subséquents de la réforme de la taxe professionnelle ou des évolutions des dotations de l'État.

Parlons aussi des compensations. Nous avons vu tellement de dotations censées compenser à 100 % les exonérations d'impôts locaux décidées par l'État qui se terminaient funestement par une variable d'ajustement. Nous pourrions en faire l'historique.

Venons-en à la question des compétences. Si quelqu'un ici peut m'expliquer comment les nouvelles compétences seront mises en œuvre, je le félicite. Relisez donc les conclusions de la commission mixte paritaire !

Je rappelle que certaines dispositions s'appliqueront en 2012, d'autres en 2013, d'autres en 2014, d'autres encore en 2015, l'essentiel entrant en vigueur à une date indéfinie, indéterminée et inconnaisable. Bravo pour la lisibilité ! Le dessin est à peu près aussi clair que le dessin.

« Les inquiétudes des élus locaux »

Monsieur le ministre, lorsque nous évoquions à cette tribune une « recentralisation », vos prédécesseurs s'insurgeaient, affirmant qu'il ne s'agissait nullement de cela. Mais beaucoup d'élus locaux sont aujourd'hui particulièrement inquiets quand ils entendent les propos du ministre de l'Intérieur. (...) Toujours est-il que, selon certaines instructions, telle communauté de communes devrait se marier avec telle autre, tel ou tel syndicat devrait être supprimé...

M. Jean-Jacques Hystel, rapporteur. Ce ne sont pas des instructions ! Ce sont des suggestions !

M. Jean-Pierre Sueur. Des suggestions appuyées alors !

« Pourquoi vouloir supprimer des syndicats utiles ? »

Monsieur le ministre, les élus sont évidemment pour la simplification. Si un syndicat ne sert à rien, autant le supprimer, mais, quand il existe, c'est souvent parce qu'on ne peut pas faire autrement. C'est notamment le cas pour nombre de syndicats intercommunaux de regroupement interscolaire, les SIRIS. (...) Pourquoi l'intercommunalité a-t-elle fonctionné dans ce pays ? Comment les communautés de communes se sont-elles développées ?

Tout simplement, parce que, en 1992, ici même au Sénat — je m'en souviens très bien —, nous avions décidé de ne pas toucher aux communes et de confier aux élus locaux, et non aux représentants de l'État, la responsabilité de fixer les périmètres.

L'initiative locale a peut-être présenté des inconvénients, mais elle a surtout eu l'immense avantage de permettre à 94 % ou à 95 % des communes d'être membres d'une intercommunalité. La liberté communale a donc été bénéfique.

En 1992, si le gouvernement de l'époque avait décidé de confier la responsabilité au préfet de fixer le périmètre des intercommunalités, il n'y aurait pas eu de loi, faute de majorité, au Sénat comme à l'Assemblée nationale, pour la voter. Certes, il est juste que l'État veille à la cohérence d'ensemble, puisque c'est son rôle, mais respectons la liberté des collectivités locales, car elle est bénéfique.

communales

conception fondée sur le respect de la liberté des communes, s'est révélée très efficace. En moins de quinze ans, 95% des communes ont rejoint une communauté. Cela montre simplement que la liberté est plus féconde que la contrainte.

Pourquoi parlez-vous de contrainte ?

JPS. Parce que la réforme territoriale qui a été adoptée – de justesse au Sénat – procède d'une méthode inverse. Ce qui était liberté devient contrainte : contraintes sur l'adhésion, la composition des conseils, le seuil démographique. On assiste aujourd'hui à des pressions fortes dans nombre de départements pour la fusion des communautés de communes et la suppression de syndicats intercommunaux utiles. Ma conception est différente. Elle est simple. Elle se résume en quatre mots : faisons confiance aux élus. Ils sont mieux placés que quiconque pour savoir s'il faut ou non supprimer des syndicats ou fusionner des communautés de communes. Ce que nous vivons aujourd'hui est la simple conséquence de la réforme territoriale qui a été votée. Et je m'étonne que nombre de ceux qui l'ont votée, une fois rentrés dans leur département, passent leur temps à critiquer ses effets. Il eût été plus logique de ne pas la voter.

Mais ne court-on pas le risque de voir le développement des communautés de communes se traduire peu à peu par l'effacement ou l'affaiblissement des communes ?

JPS. Je suis très clair là-dessus. La loi de 1992 que j'ai ardemment défendue a été adoptée parce qu'elle respectait intégralement la réalité communale. Les communautés sont utiles car les communes ne peuvent pas porter seules certaines compétences. Mais, selon moi, il faut respecter le principe de « subsidiarité » : que les communes fassent tout ce qui peut être bien fait au niveau communal ; que les communautés fassent ce qui ne peut être fait efficacement que par la communauté. Autrement dit, gardons un équilibre ! On a tort, à mon avis, (sauf avis contraire des élus : leur liberté est première je le redis !) de vouloir priver les communes de la compétence scolaire par exemple. L'école républicaine a dès l'origine été l'école communale. Je crois à un bon équilibre et à une bonne complémentarité.

Vous tenez donc aux communes ?

JPS. Absolument. Profondément. Regardez notre histoire. Chaque fois qu'on a voulu fusionner des communes, d'une manière ou d'une autre, cela a suscité de vives réactions. Les Français ont leurs communes dans le cœur. Ils y tiennent.

Et puis, nos 36 700 communes sont gérées par 550 000 élus municipaux qui ont le grand avantage de connaître chaque rue, chaque chemin, chaque entreprise, chaque commerce, chaque ferme et chaque association. Ils savent ce dont ils parlent : c'est un atout inestimable !

Il y a des craintes pour le mode d'élection des conseils municipaux dans les petites communes.

JPS. Oui. Les craintes viennent du fait qu'une association nationale d'élus a proposé l'élection proportionnelle dans toutes les communes sans exception. Beaucoup de maires et d'élus ont fait part, dans toute la France, de leur désaccord. Ils craignent une politisation des élections municipales dans les petites communes. L'association des maires du Loiret a fait une enquête auprès des 334 maires du Loiret. Celle-ci a montré qu'une très grande majorité de maires du Loiret était contre ce dispositif. J'ai écrit au président de l'association des maires du Loiret le 22 mars 2011 que je voterai en conséquence au Sénat. Le Sénat n'a pas eu encore à se prononcer sur cette question. Mais si je suis amené à voter là-dessus, je respecterai scrupuleusement l'engagement que j'ai pris. Il faut respecter la spécificité des petites communes.

Vous avez dit que plusieurs raisons avaient justifié votre choix de ne pas voter la réforme territoriale. Quelles sont ces autres raisons ?

- **Les libertés locales sont essentielles. Elles sont fécondes.**
- **La réforme territoriale est inutilement contraignante.**
- **Il faut respecter, pour les élections municipales, la spécificité des petites communes.**
- **Confondre la Région et le Département, c'est créer la confusion.**

JPS. Les compétences et le conseiller territorial. Il n'y a pratiquement rien dans cette loi sur la répartition des compétences. Or c'est un vrai sujet. Il est seulement dit que des lois traiteront des compétences en 2014, 2015 ou 2016. Il est vraiment inutile de faire une loi pour dire qu'on en fera une autre en 2014, 2015 ou 2016...

Et le conseiller territorial ?

JPS. Je vois mal la même personne être à la fois conseiller général et conseiller régional. Les journées n'ont que 24 heures. Et puis le système mis en place aboutirait à 170 conseillers régionaux dans la Région Centre contre 77 aujourd'hui. Il faudra construire de nouveaux locaux. Est-ce la priorité ? Où est l'économie ? Faut-il vraiment 170 conseillers régionaux ? Je respecte pour ma part les prérogatives du Département et celles de la Région. Elles ne sont pas les mêmes. Ne mélangeons pas tout. Le Département doit jouer son rôle. Et la Région doit se centrer sur les sujets structurants que sont l'université, la recherche, les grandes infrastructures, les transports, les grands enjeux d'aménagement et de développement, etc.

Interventions en séance publique

Jean-Pierre Sueur est intervenu lors des séances publiques au Sénat à de très nombreuses reprises. Chaque année, le Sénat publie une synthèse (les « tables nominatives ») de l'ensemble des interventions faites en séance publique. Nous reproduisons ci-dessous une part seulement de cette synthèse concernant les interventions de Jean-Pierre Sueur. Nous n'avons en effet retenu que les interventions faites lors des discussions générales qui précèdent l'examen des articles, et nous avons exclu - pour des raisons de place - l'ensemble des interventions lors de la discussion des articles (leur publication aurait, en effet, plus que doublé le nombre de pages). Mais celles-ci peuvent être consultées dans leur intégralité sur le site du Sénat : www.senat.fr>vos sénateurs>Jean-Pierre Sueur >interventions en séance (par texte/par ordre chronologique). Les « tables » peuvent également être consultées sur ce même site. Et les dix-huit *Lettres* publiées par Jean-Pierre Sueur en proposent des comptes-rendus. on peut les retrouver sur son site : www.jp Sueur.com>la lettre de Jean-Pierre Sueur (colonne de gauche). Pour rompre la « monotonie », nous avons fait figurer en encadré des extraits des interventions de Jean-Pierre Sueur.

2001

- **Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001 transposant certaines dispositions de la directive 1999/62/CE du Parlement et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et réformant le régime d'exploitation de certaines sociétés concessionnaires d'autoroutes [n° 0016 (2001-2002)]** - (23 octobre 2001) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4335, 4336) : interrogation à propos des projets d'amélioration de la RN 60. Souhait d'une complémentarité entre projets routiers et autoroutiers. Le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2002 [n° 0086 (2001-2002)]**

(27 novembre 2001) - **Débat sur les recettes des collectivités locales** (p. 5632, 5633) : augmentation de la dotation globale de fonctionnement. Propositions de réformes du comité des finances locales : déconnexion des crédits de l'intercommunalité et de ceux de la dotation de solidarité urbaine. Modification de l'architecture de la DGF pour obtenir davantage de péréquation. Faiblesse de la part réelle de la péréquation. Allocation personnalisée d'autonomie. Caractère positif de ce projet de budget.

Education nationale - II - Enseignement supérieur- (6 décembre 2001) (p. 6404, 6405) : nécessité d'un plan pluriannuel pour l'enseignement supérieur. Interrogation sur la possibilité d'attribuer plus d'autonomie aux universités. Favorable à une contribution plus importante des universités à la formation continue. Développement indispensable de la recherche universitaire. Caractère satisfaisant de ce projet de budget.

Aménagement du territoire et environnement - I - Aménagement du territoire - (6 décembre 2001) (p. 6439, 6440) : modification du statut des agglomérations. Cohérence indispensable au sein d'une agglomération. Entrées de ville. Souhait d'une grande place de l'agglomération dans la politique d'aménagement du territoire.



Dotations de l'Etat aux collectivités locales.
« Si nous examinons l'ensemble des dotations de l'Etat aux collectivités locales, nous constatons que la part réelle de la péréquation représente au plus 6 ou 7% ». Jean-Pierre Sueur, 23 octobre 2001

Emploi et solidarité - II - Santé et solidarité - (7 décembre 2001) (p. 6506, 6507) : mise en place de l'aide personnalisée à l'autonomie, APA. Dispositif prévoyant une série de compensations financières pour les départements. Interrogation sur la mise en vigueur de cette réforme au 1er janvier 2002. Nécessité d'une formation du personnel pour dispenser cette allocation. Interrogation sur les recrutements à effectuer.

2002

- **Projet de loi relatif à la démocratie de proximité [n° 0415 (2000-2001)] - Suite de la discussion** - (9 janvier 2002) - **Discussion générale** (p. 75, 76) : problème de l'actuelle procédure d'enquête publique remplissant trois fonctions. Dissociation proposée par le texte. Nécessité de la concertation en amont, approbation de la procédure de concertation entre l'Etat et la collectivité locale et de la déclaration de projet. Nécessité de clarifier les procédures, encadrement des délais.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion [n° 0184 (2001-2002)]** - (7 février 2002) - **Discussion générale** (p. 1165) : réforme urgente et nécessaire à la veille d'échéances électorales. Texte positif : échec à une sorte de démocratie d'opinion. Améliorations souhaitables en raison des disparités d'accès à internet ou aux médias étrangers. Le groupe socialiste votera ce texte conforme.

- **Projet de loi relatif à la démocratie de proximité - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0192 (2001-2002)]** - (13 février 2002) - **Discussion générale** (p. 1333, 1334) : grand nombre d'articles adoptés par la CMP dans la rédaction du Sénat. Mesures essentielles pour les élus locaux. Importance des transferts de compétences. Méthode expérimentale méritant d'être développée. Mesures concernant les services départementaux d'incendie et de secours. Importantes décisions concernant le débat public. Approbation de l'accord sur les conseils de quartiers. Inéluctabilité de l'orienta-

Le lieu où bat le cœur de la démocratie

Un jour, le président du Sénat eut l'idée de « délocaliser » la séance publique dans une autre salle appelée « petit hémicycle ». Dès la séance suivante, je marquai mon désaccord. Les lieux ont une âme, une histoire. Au Sénat, nous débattons dans l'hémicycle où les voix de Victor Hugo et de tant d'autres se sont fait entendre. Nous débattons sous le regard de Portalis, rédacteur du Code civil. Ce lieu est chargé d'histoire. Pour aimer la séance publique, il faut prendre le temps de suivre un débat de bout en bout. Il faut attendre que le débat se noue, s'enrichisse, parfois s'égare et soudain rebondisse. Il y a un paradoxe dans l'écriture de la loi. La loi est une norme. Et pourtant la République a voulu que ce texte normatif fût écrit dans la passion du débat, chacune et chacun défendant, tel un avocat, des amendements en vertu desquels la loi serait, pour elle ou pour lui, meilleure. N'oublions jamais que tout mot, tout chiffre, toute ligne, tout alinéa dans la loi peut avoir des conséquences non négligeables pour tous les Français, ou pour une partie d'entre eux. Dans une République, la loi est le bien commun des citoyens. C'est un honneur de contribuer à l'écriture. L'hémicycle est un lieu de passion et de raison. Un lieu de parole et d'écoute. C'est ici que bat le cœur de la démocratie. **Jean-Pierre Sueur**

tion vers le recours au suffrage universel direct pour les assemblées intercommunales.

- **Proposition de loi relative à l'autorité parentale - Deuxième lecture [n° 0131 (2001-2002)] - Suite de la discussion** - (14 février 2002) - - **Projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [n° 0243 (2000-2001)] - Suite de la discussion** - (21 février 2002) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1768, 1769) : le groupe socialiste ne votera pas le texte issu des travaux du Sénat. Question préalable adoptée par la majorité sénatoriale sur deux des trois volets de la réforme des procédures commerciales. Favorable à une véritable ouverture à la concurrence des professions d'administrateur judiciaire et de mandataire de justice.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0355 (2001-2002)]** - (23 juillet 2002) - **Discussion générale** (p. 1985, 1987) : contradiction entre le discours sur l'impunité zéro et l'amnistie des délits de droit commun. Historique de l'amnistie. Encouragement à l'incivisme. Opposition au principe d'une loi

d'amnistie. Amendements proposés. Extension du champ des exclusions. Amnistie par mesure individuelle. Le groupe socialiste votera contre le projet de loi - - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2050, 2051) : le groupe socialiste votera contre le projet de loi. Multiplication et contradiction des exclusions du champ de l'amnistie. Souhait des citoyens de renoncer à cette tradition.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [n° 0362 (2001-2002)]** - (25 juillet 2002) **pour la sécurité intérieure [n° 0365 (2001-2002)]** - (30 juillet 2002) -

- **Projet de loi organique relatif aux juges de proximité [n° 0376 (2001-2002)]** - (2 octobre 2002) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2627) : improvisations successives sur ce texte, notamment sur l'organisation et le statut des juges de proximité. Effet d'annonce. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [n° 0024 (2002-2003)]** - (29 octobre 2002) - **Discussion générale** (p. 3267, 3268) : projet de loi vague, mouvant, imprécis. Absence de définition de la future architecture territoriale. Souhait de connaître les orientations en matière de communes et structures intercommunales. Problème des prérogatives de l'Etat. Incitation des collectivités à choisir parmi les prérogatives exercées par l'Etat ou celles qu'elles souhaiteraient exercer. Préférence pour la clarté du rapport de Pierre Mauroy. Question financière. Se déclare opposé à cette conception de la décentralisation. Contenu du rapport Mauroy sur l'autonomie financière des collectivités locales et les dotations de l'Etat. Poids de plus en plus élevé de celles-ci. Institution de garanties.

- **Projet de loi de finances pour 2003 [n° 0067(2002-2003)]**

- (21 novembre 2002) (p. 4367, 4368) : autonomie financière des collectivités locales. Dotations de l'Etat et péréquation. Subterfuges budgétaires.

Jeunesse, éducation nationale et recherche - II - Enseignement supérieur. - (28 novembre 2002) (p. 4754, 4755) : crédits en régression. Non-intégration de l'université parmi les priorités gouvernementales. Refus du ministre de créer une allocation d'autonomie pour les étudiants. Intention de réduire l'échec au cours du premier cycle universitaire sans traduction concrète. Prévision de nombreux départs à la retraite. Baisse des crédits affectés aux opérations immobilières. Interroge le ministre sur son action en faveur du développement d'une conception européenne de l'enseignement supérieur et sur la décentralisation applicable à l'enseignement supérieur. Sa déception face à ce budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 4765) : allocation d'autonomie des étudiants.

Baisse des crédits budgétaires. Opposé à l'amendement de réduction des dépenses n° II-12 de la commission.

Jeunesse, éducation nationale et recherche - III - Recherche et nouvelles technologies - (28 novembre 2002) (p. 4781, 4782) : baisse des crédits. Déclaration du Président de la République au sujet de la recherche. Rapport du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie. Abandon du plan décennal pour l'emploi scientifique. Réduction des crédits des grands organismes. Annonce pour la fin de

l'année 2002 d'un plan de "réformes d'envergure".

Economie, finances et industrie - Industrie. - (2 décembre 2002) - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 5016) : difficultés de l'entreprise CIT-Alcatel. Développement de l'ADSL. Prochain conseil des ministres européens.

Intérieur, sécurité et libertés locales - Sécurité. - (3 décembre 2002) (p. 5094, 5095) : faible présence policière la nuit. Exemple de l'agglomération d'Orléans. Missions diurnes.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République - Deuxième lecture [n° 0083 (2002-2003)]** - (11 décembre 2002) - **Discussion générale** (p. 5656, 5657) : regret des conditions d'examen de ce texte. Compte rendu de la réunion de la commission des lois du Sénat du 4 décembre 2002.



Complémentarité. « *Nous tenons profondément à la commune et nous voulons une vraie complémentarité entre les communes et l'institution intercommunale.* ». Jean-Pierre Sueur, 29 octobre 2001

Texte posant des problèmes. Problème de l'article 1er. Source d'inquiétude à l'article 4. Formulation permettant de fabriquer des collectivités aux contours imprécis. Conception aléatoire de la République. Contenu de l'article 3. Rôle du Sénat - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5720) : interrogation sur la possibilité de mettre en oeuvre la décentralisation sans réformer la Constitution. Position de M. Pierre Mauroy. Absence d'augmentation des péréquations et de l'autonomie des collectivités locales. Interrogation sur le futur. Crainte d'une conception ultra-libérale des collectivités locales dans l'avenir. Comparaison avec le projet de loi relatif à la démocratie de proximité. Opération de verrouillage. Regret de la non-adoption des amendements de son groupe.

2003

- **Projet de loi organique relatif aux juges de proximité - Deuxième lecture [n° 103 (2002-2003)]** - (22 janvier 2003) - **Discussion générale** (p. 198, 200) : contestation du vote conforme. Sens des procédures parlementaires. Proximité du tribunal d'instance ; possibilité d'augmenter les moyens de cette juridiction. Effet d'annonce. Impossibilité de faire appel. Autonomie discutable des juges de proximité. Intérêt d'une expérimentation. Improvisation et incohérence du texte. - **Question préalable** (p. 204, 205) : soutient la motion n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (tendant à opposer la question préalable) ; rejetée. -



Décentralisation. « *Oui à la décentralisation, mais non au flou. A l'imprécision, préférons la netteté, la clarté et l'égalité, afin que nos concitoyens comprennent et aiment la décentralisation, comme ils comprennent et aiment la République.* ». Jean-Pierre Sueur, 29 octobre 2001

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [n° 160 (2002-2003)]** - (25 février 2003) - **Discussion générale** (p. 944) : souci du respect de l'environnement. Importance des SCOT. Désaccord sur la restriction de leur champ d'application. Faculté donnée aux maires de fixer une surface minimale pour les parcelles constructibles. Nécessité de mixité sociale.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif**

à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques [n° 196 (2002-2003)] - (5 mars 2003) - **Discussion générale** (p. 1283, 1285) : propos de M. Jacques Chirac du 10 avril et du 10 décembre derniers. Attachement d'une large majorité des Français au pluralisme. Position du ministre de l'intérieur. "Culte du vote conforme". Débats sur les projets de loi constitutionnelle, pour la sécurité intérieure, sur les juges de proximité. Arguments de M. Michel Dreyfus-Schmidt sur ce dernier. (p. 1285, 1286) : décision du Conseil constitutionnel sur le texte relatif aux juges de

proximité. Atteinte à l'équilibre des institutions. Possibilité de propositions sur le seuil des 10 % des inscrits.

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques**

[n° 182 (2002-2003)] - (5 mars 2003) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1296, 1298) : sa motion n° 38 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Projet de loi contraire à la Constitution. Rôle important dévolu aux abstentionnistes. Démonstration de M. Etienne Tête, adjoint au maire de Lyon. Propos de M. Bayrou. Distorsions engendrées par l'application simultanée des seuils de 5 % et de 10 %. Contrainte de la fusion constituant une atteinte au droit. Risque d'inégalité entre les candidats. Données chiffrées. Seuils superflus pour compenser les effets supposés négatifs du scrutin proportionnel. Prime de 25 % garantissant une majorité stable et cohérente. Décision du Conseil constitutionnel de 1990 concernant la loi relative à la limitation des dépenses électorales. Problème du pluralisme. Seuils des autres élections. Article V de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Paradoxe de la non-élection possible d'une tête de liste. Propos de MM. Michel Dreyfus-Schmidt et Nicolas Alfonsi à propos de la Corse. Problème de la parité. Demande l'adoption de la motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - 1977, art. L. 2122-4, L. 2511-25, L. 3122-3, L. 4133-3 du code général des collectivités territoriales, art. L. 122-4 et L. 122-4-1 du code des communes) (p. 1646, 1647) : souhaite connaître la position du Gouvernement sur la situation de M. Charles Pasqua. Rapport de M. Patrice Gélard. Souhaite savoir si M. Charles

Pasqua est parlementaire européen.

- **Projet de loi portant nouvelle délibération de l'article**

4 de la loi relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques [n° 247 (2002-2003)] - (9 avril 2003) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2563) : sa motion n° 1 : tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Refus du débat par les membres de l'UMP. Propos de M. Nicolas Sarkozy. Réforme non indispensable. Absence de recours par Lionel Jospin à l'article 49-3 de la Constitution. Nécessité d'une nouvelle évocation

de la question de constitutionnalité. Aurait souhaité l'adoption d'autres dispositions respectant la position du Conseil constitutionnel. Problème de la Corse. Position du Conseil constitutionnel. Question des sections départementales. Position de M. Nicolas Sarkozy sur la complexité. Mise en garde du Conseil constitutionnel. Obscurité et incompréhension. Paradoxe inscrit dans la loi. Doute du Conseil constitutionnel sur la pertinence du dispositif concernant la tête de liste régionale. Dispositif illogique et contestable. Possibilité de solution. Le groupe socialiste demande l'adoption de la motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi relatif aux assistants d'éducation [n° 229 (2002-2003)]** - (9 avril 2003).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit [n° 262 (2002-2003)]** - (6 mai 2003) - **Discussion générale** (p. 2894, 2896) : dessaisissement du Parlement. Ampleur du champ concerné. Etonnement devant la défiance manifestée à l'égard du Parlement. Dénonciation de la pratique de l'habilitation permanente. Désapprobation du système proposé. Problème des procurations. Questions électorales. Contraintes engendrées par les dispositions relatives à la fiscalité. Demande le retrait de l'article 4 relatif au contrat entre personnes de droit public et personnes de droit privé. Dispositions contraires aux intérêts des petites et moyennes entreprises. Le groupe socialiste votera contre le projet de loi.

- **Projet de loi organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse - Deuxième lecture [n° 318 (2002-2003)]** - (28 mai 2003) - **Discussion générale** (p. 3746, 3747) : préoccupation persistante du groupe socialiste sur la date de la consultation et les imprécisions relatives aux compétences et au mode de scrutin de l'Assemblée de Corse. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur les infrastructures 2003-2020** - (3 juin 2003) (p. 3858, 3859) : risque d'abandon de la liaison Paris-Orléans-Limoges-Toulouse, POLT, au seul motif de l'insuffisante rentabilité sociale et économique. Liaison indispensable au développement des régions traversées. Plan de financement établi. Souhaite le respect par l'Etat de ses engagements.

- **Projet de loi organique relatif au référendum local [n° 297 (2002-2003)]** - (4 juin 2003) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3892) : sa motion n° 18 : tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Violation du principe selon lequel les projets de loi relatifs à l'organisation des collectivités territoriales sont soumis en premier lieu au Sénat : projet de loi sur l'expérimentation présenté en premier lieu à l'Assemblée nationale. Risque de tutelle d'une collectivité sur une autre dans l'hypothèse de compétences partagées. Interrogation sur le texte soumis à l'examen préalable du Conseil d'Etat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3916, 3917) : difficulté d'application du référendum en raison du développement de l'intercommunalité.



Violences urbaines. « *Afin de lutter contre la violence scolaire, il est nécessaire que plus d'adultes soient présents dans les établissements scolaires pour encadrer les élèves.* ». Jean-Pierre Sueur, 14 novembre 2002



Compensations. « *Je déplore que la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) qui était le reliquat des décisions prises par de nombreux gouvernements et qui est devenue "variable d'ajustement"* ». Jean-Pierre Sueur, 21 novembre 2002

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit - Deuxième lecture [n° 325 (2002-2003)]** - (10 juin 2003) - **Discussion générale** (p. 4082, 4083) : inquiétude au sujet de l'article 4 relatif à la commande publique. Suppression de fait de la mise en concurrence. Confusion entre le secteur public et le secteur privé. Remise en cause de la liberté de création architecturale. Au nom du groupe socialiste, demande de voter contre l'article 4.

- **Proposition de loi organique portant réforme de la durée du mandat et de l'élection des sénateurs [n° 333 (2002-2003)]** - (12 juin 2003) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4250) : votera ce texte en dépit du désaccord sur certaines dispositions. Événement historique de la réduction du mandat sénatorial de neuf à six ans. Modernisation de la vie

politique.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 378 (2002-2003)]** - (9 juillet 2003) -

- **Projet de loi organique relatif au référendum local - Deuxième lecture [n° 399 (2002-2003)]** - (21 juillet 2003) - **Discussion générale** (p. 5671, 5672) : texte d'affichage. Initiative de la consultation refusée aux citoyens et aux structures intercommunales. Refus du Gouvernement d'inclure les structures intercommunales dans la liste des collectivités territoriales.

- **Projet de loi organique relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales [n° 400 (2002-2003)]** - (21 juillet 2003) - **Discussion générale** (p. 5686, 5687) : différence de conception de la décentralisation. Conséquences financières de l'expérimentation absentes du projet de loi. Limitation impérative du dispositif dans le temps. Confusion liée à l'application combinée des articles 37 et 72 de la Constitution. Risque d'atteinte à l'unité de la République. Exemple du projet de décret relatif aux marchés publics. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5694, 5696) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Inaccessibilité et inintelligibilité de la loi. Dispositif de prorogation de l'expérimentation par le seul dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi contraire à l'article 34 de la Constitution. Violation de l'article 39 de la Constitution réservant en priorité au Sénat la discussion des textes relatifs à l'organisation

des collectivités locales. Définition de l'organisation. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5708,

5709) : rejet systématique des amendements de l'opposition. Avis favorable du groupe socialiste à l'expérimentation strictement encadrée par la loi. Orientation inquiétante de la décentralisation. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [n° 398 (2002-2003)]** - (22 juillet 2003) - **Discussion générale** (p. 5798, 5800) : rapport du Conseil économique et social. Faiblesse des moyens

affectés. Multiplication des zonages. Mixité sociale indispensable. Programme de construction préalable à la démolition. Insuffisance de la politique de renouvellement urbain. Complexité des procédures. Création d'une Agence nationale pour la rénovation urbaine, ANRU, inadaptée au mouvement général de décentralisation. Partage néfaste de la politique de la ville entre trois ministères

- **Projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [n° 314 (2002-2003)]** - (2 octobre 2003)

- **Proposition de loi relative aux jardins familiaux et aux jardins d'insertion [n° 376 (2002-2003)]** - (14 octobre 2003) - **Discussion générale** (p. 6595, 6597) : but des jardins familiaux. Prédominance de l'urbanisation et de l'industrialisation sur le mouvement des jardins ouvriers. Nécessité de repenser la ville avec des espaces verts. Intérêt de la proposition de loi. Clarté juridique du texte. Rôle des jardins en matière d'insertion.

- **Projet de loi modifiant la loi n°52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile [n° 340 (2002-2003)]** - (22 octobre 2003) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7005, 7007) : sa motion n° 18 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Rappel du caractère fondamental, universel et imprescriptible du droit d'asile. Diminution



Recherche. A Claudie Haigneré : « *J'espère de tout cœur que malgré le mauvais pas que représente ce budget, vous aurez les moyens - votre volonté n'est pas en doute - de donner à la recherche française l'impulsion qui lui est nécessaire. Elle en a besoin pour garder sa place à l'échelle européenne. Pour cet avenir en lequel se projettent tant de jeunes chercheurs et étudiants* ». Jean-Pierre Sueur, débat sur le budget de la recherche, 28 novembre 2002

du nombre de réfugiés politiques accueillis en France depuis 1945. Non-conformité à la Constitution du concept d'asile interne, de la notion de "pays d'origine sûr", de la communication au ministère de l'intérieur des documents d'état civil ou de voyage après le rejet d'une demande et de la suppression de la possibilité d'être entendu par la commission de recours des réfugiés et assisté par un conseil. Son opposition à la transposition d'une directive européenne non encore adoptée.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [n° 4 (2003-2004)]** - (29 octobre 2003) - **Question préalable** (p. 7261, 7263) : sa motion n° 346 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Passage de la séparation des pouvoirs à la confusion des pouvoirs. Absence de dessein clair quant à l'avenir des collectivités locales. Manque d'information sur le financement des charges transférées. Exemple de l'allocation spécifique de solidarité. Exemple des transports en commun. Interrogation sur la part du produit de la TIPP transférée aux régions. Taux de la taxe sur les conventions d'assurance transférée aux départements. Nécessité d'une meilleure péréquation. Exemple des hôpitaux. Inconvénients de la réforme de la DGF. -

- **Projet de loi de finances pour 2004 [n° 72 (2003-2004)].**

- (25 novembre 2003) - **Débat sur les recettes des collectivités locales** (p. 8719, 8720) : imprécision quant aux nouvelles charges liées à la réforme de la décentralisation. Evolution de la dotation de solidarité urbaine, DSU, et de la dotation de solidarité rurale, DSR. Limites de la péréquation. Instauration d'une dotation globale de fonctionnement pour les régions. Dotation de compensation de la taxe professionnelle. Création d'une dotation nationale de péréquation.

Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales - Sécurité. - (2 décembre 2003) (p. 9260) : interrogation sur le retour sur le terrain des policiers en tenue affectés à des tâches administratives. Stagnation des crédits de la formation et fonctionnement des écoles. Instauration d'une prime aux résultats. (p. 9261) : interrogation sur le nombre de personnes réellement recrutées.

Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales - Décentralisation. - (2 décembre 2003) (p. 9269, 9271) : inquiétude suscitée par le projet de loi relatif aux responsabilités locales. Baisse des crédits. Défauts de la nouvelle architecture de la dotation globale de fonctionnement. Eparpillement des dotations de péréquation. Complexité du dispositif. Diminution de la péréquation. - **Etat B - Titres III et IV** (p. 9289) : augmentation depuis 1996 des concours de l'Etat aux collectivités locales. Diminution des abondements de l'Etat à la DSU et à la DSR. Effet péréquateur relatif de la dotation d'intercommunalité.

Justice - (8 décembre 2003) (p. 9637) : évolution de la population carcérale. Problèmes de suroccupation et du suicide en prison. Nécessité de développer les alternatives à l'emprisonnement.

- **Projet de loi organique portant statut d'autonomie**

de la Polynésie française [n° 38 (2003-2004)] - (18 décembre 2003).

2004

- **Projet de loi relatif à la politique de santé publique [n° 19 (2003-2004)]** - (14 janvier 2004) - **Rappel au règlement** (p. 488) : protestation contre les conditions d'organisation du débat.

- **Projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité.**

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales [n° 410 (2002-2003)]** - (27 janvier 2004) - **Discussion générale** (p. 886, 887) : nécessité du service public. Représentativité par La Poste de l'esprit républicain. Rôle excessif accordé à l'autorité de régulation des télécommunications et des postes, ARTP. Réduction des pouvoirs du Gouvernement et du Parlement. Favorable à une autorité de régulation postale non placée sous la tutelle des télécommunications. Nécessité de l'extension des services financiers. Attitude des banquiers. Conclusions du rapport d'information de M. Gérard Larcher. Nécessité vitale d'une action rapide. Interrogation sur le statut de l'établissement de crédit postal envisagé par le Gouvernement- l'autorité de régulation).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [n° 133 (2003-2004)]** - (4 février 2004)

- **Projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité** - *Commission mixte paritaire*

[n° 173 (2003-2004)] - (5 février 2004) - **Discussion générale** (p. 1286, 1288) : texte de défiance à l'égard de la justice et des magistrats. Multiplication des infractions assimilées à des crimes organisés et généralisation des procédures dérogatoires. Etat d'exception permanent. Condamnation probable de la France par la Cour européenne des droits de l'homme. Remise en cause du principe d'égalité devant la justice avec la procédure du plaider-coupable : risque de pression sur les personnes vulnérables en même temps que moyen d'étouffer les détournements de fonds commis par des personnalités publiques. Contexte actuel de mise en cause des décisions de l'autorité judiciaire par des personnalités politiques. Compétence du Conseil supérieur de la magistrature. Interrogé dès lors le Gouvernement sur l'interprétation à donner à la mise en place, par le Président de la République, d'une autorité indépendante et administrative. Gravité de cette initiative. Le groupe socialiste votera contre ce texte.



CIT Alcatel. « *Je souhaite, Madame la Ministre, appeler votre attention sur les difficultés importantes que connaît l'entreprise CIT-ALCATEL où 1 000 licenciements ont été annoncés sur les 8 000 emplois que cette entreprise compte en France. Je le fais après avoir étudié cette question avec les représentants des salariés de CIT Alcatel à Ormes dans le Loiret, et avec les dirigeants de cette société* ». Jean-Pierre Sueur, 21 décembre 2002

- **Rappel au règlement** - (10 février 2004) (p. 1410) : grève des journalistes de Radio France. Blocage de la situation préjudiciable au service public. Nécessité d'engager sans délai des négociations.

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [n° 183 (2003-2004)] - Rappel au règlement** (p. 1657) : rappel au règlement : dysfonctionnement des débats en raison de l'état d'impréparation du texte.

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social - Commission mixte paritaire [n° 224 (2003-2004)] - (3 mars 2004) - Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2006, 2007) : chiffres du chômage. Le groupe socialiste votera contre ce texte. Opposition des organisations syndicales à ce projet de loi. Suppression du principe de faveur. Remise en cause du code du travail.

- **Projet de loi relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale [n° 139 (2003-2004)] - (6 avril 2004) -**

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [n° 192 (2003-2004)] - (4 mai 2004) - Discussion générale** (p. 2748, 2749) : regret de la disjonction entre ce texte et l'aménagement



Ville. « *La France est championne du monde des zonages. Pourtant, personne ne veut habiter dans une "zone". Méfions-nous de la prolifération des zonages administratifs censés apporter des bienfaits. N'oublions pas que le zonage a des effets pervers et peut accroître la stigmatisation* ». Jean-Pierre Sueur, 22 juillet 2003

indispensable entre l'aménagement du territoire et le développement des espaces ruraux. Accroissement de la charge des collectivités locales. Interrogation sur les conséquences d'attribution des exonérations fiscales par les communes. Silence du projet de loi sur la péréquation et le mécanisme des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales. Absence de moyens concrets traduisant l'orientation et la volonté politique de l'Etat.

- **Rappel au règlement** - (5 mai 2004) (p. 2790) : souhait d'une réforme consensuelle du règlement du Sénat. Non respect du droit de l'opposition à inscrire à l'ordre du jour des textes d'initiative parlementaire .

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [n° 192 (2003-2004)] (suite)** - (5 mai 2004) -

- **Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat [n° 296 (2003-2004)] - (11 mai 2004) - Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3002) : avec le groupe socialiste, votera ce texte à regret. Déploire que la

suggestion de permettre à chaque groupe de présenter les propositions de loi de son choix lors des journées parlementaires réservées ne soit pas examinée.

- **Projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales [n° 314 (2003-2004)] - (1er juin 2004) - Exception d'irrecevabilité** (p. 3708, 3710) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Absence de réponse à la mise en oeuvre de l'article 72-2 de la Constitution. Flou de l'adjectif "déterminant". Intérêt, pour la mise en oeuvre effective de la libre administration des collectivités locales, de l'argument avancé par M. De Courson à l'Assemblée nationale concernant l'article 2 du texte et appelant une interprétation des renvois à l'article 72-2 de la Constitution. Souhaite une réponse du Gouvernement. Texte contraire à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Remise en cause inacceptable du lien entre le consentement à l'impôt et la détermination du taux et de l'assiette par les élus. Décision du Conseil constitutionnel du 29 décembre 2003. Etablissement contestable à 33 % du seuil d'autonomie fiscale proposé par la commission. Ambiguïté de la question des catégories de collectivités au regard du principe d'égalité. Nécessité de parler de la péréquation. Texte éloigné de l'objectif d'égalité des chances pour l'ensemble des collectivités, à défaut duquel l'autonomie financière n'est qu'un leurre.- **Explications de vote sur l'ensemble**

(p. 3810) : contradiction du sous-amendement n° 37 de M. Yves Fréville avec les amendements identiques des commissions de lois et des finances qui avaient

reçu le soutien du groupe socialiste. Ambiguïté sur la nature des ressources propres. Texte vide de sens et de portée. Absence de progrès pour l'autonomie des collectivités.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement [n° 329 (2003-2004)] - (23 juin 2004) -**

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales - Deuxième lecture [n° 269 (2003-2004)] - (28 juin 2004) - Discussion générale** (p. 4692, 4693) : non-respect

de ses engagements par le Gouvernement. Aspects financiers de la réforme. Exemple des hôpitaux. Différentes conceptions de la décentralisation. Projet de loi d'inspiration libérale entraînant une confusion des pouvoirs. Ne votera pas ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5090) : divergences entre le Gouvernement et la majorité du Sénat. Rôle des régions insuffisamment pris en compte. Imprécision des modalités de la compensation financière des transferts, la fiscalité transférée, la fiscalité locale et la nécessaire péréquation. Justification du vote négatif du groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [n° 383 (2003-2004)]** - (8 juillet 2004).

- **Rappel au règlement** - (9 juillet 2004) (p. 5520) : liberté de la presse.

- **Projet de loi relatif à la politique de santé publique - Deuxième lecture [n° 278 (2003-2004)]** - (9 juillet 2004) -

- **Projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 427 (2003-2004)]** - (22 juillet 2004) -

- **Projet de loi relatif à l'assurance maladie [n° 420 (2003-2004)]** - (22 juillet 2004) - **Question préalable** (p. 5917, 5919) : sa motion n° 108 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Nécessité de dire la vérité sur le passé. Caractérisation surprenante de l'action du gouvernement précédent. Décisions



Transferts de charges. « Pendant vingt ans, la décentralisation a suscité une grande approbation. Mais de réelles difficultés apparaissent d'abord en raison des complexités croissantes, sources de confusions. Et aussi en raison des transferts de charge dont nous craignons qu'ils ne mettent en cause le service public et l'égalité des citoyens devant le service public ». Jean-Pierre Sueur, 21 juillet 2003

de Lionel Jospin. Excédent du régime général et limitation du déficit de la branche maladie à 2,1 milliards d'euros en 2001. Interroge dès lors le Gouvernement sur son action menée depuis deux ans compte tenu d'un déficit de 13 milliards d'euros pour 2004. Nécessité de dire la vérité sur les économies escomptées de la mise en place du dossier médical personnel, de l'usage intensif des génériques et du contrôle des arrêts de travail. Chiffrage jugé faramineux par les membres du conseil d'administration de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale, ACOSS. Augmentation inéluctable du déficit avec l'autorisation donnée aux spécialistes de fixer librement leurs tarifs en l'absence du passage préalable par le médecin traitant. Inadaptation des mesures destinées à favoriser l'installation des médecins dans les zones carencées. Nécessité de dire la vérité sur l'avenir. Absence problématique d'une réforme structurelle sur la question du déficit. Prolongation inacceptable de la CRDS. Défaussement de la dette sur les générations futures. Spirale de l'endettement. Redoute la crise, inéluctable à défaut de mesures difficiles mais nécessaires, et l'abandon de la sécurité sociale à la logique assurantielle. - **Rappel au règlement** (p. 5998) : s'offusque de la publicité partisane faite par le Gouvernement, dans la presse, sur les changements apportés par la réforme de l'assurance maladie, avant la discussion du projet de loi au Sénat.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales - Commission mixte paritaire [n° 439 (2003-2004)]** - (30 juillet 2004) - **Explications de vote sur l'ensemble**

(p. 6366, 6367) : décision du Conseil constitutionnel relative à la loi organique portant sur l'autonomie financière des collectivités territoriales. Absence de garanties financières. Procédure d'expérimentation. Choix de compétences à la carte pour les collectivités. Complexification de l'organisation territoriale de la France. Risques d'inégalités.

- **Projet de loi de modernisation de la sécurité civile - Commission mixte paritaire [n° 440 (2003-2004)]** - (30 juillet 2004) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6387) : le groupe socialiste s'abstient sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la politique de santé publique - Commission mixte paritaire [n° 434 (2003-2004)]** - (30 juillet 2004) .

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit [n° 343 (2003-2004)]** - (13 octobre 2004) - **Discussion générale** (p. 6581, 6584) : contestation de la procédure utilisée. Négation du rôle du Parlement. Défavorable à la ratification de l'ordonnance sur les partenariats public-privé. Réforme inacceptable du métier d'architecte. Texte anticonstitutionnel. Conditions de l'évaluation préalable à l'instauration d'un partenariat. Le groupe socialiste votera contre ce texte-

Rappel au règlement - (14 octobre 2004) (p. 6687) : indignation devant les termes "logique coloniale interventionniste" employés par Mme Brigitte Girardin, ministre de l'outre-mer, à l'oc-

casions du prochain déplacement en Polynésie française d'une délégation de parlementaires. Demande que le président du Sénat émette une protestation auprès du Gouvernement.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit [n° 343 (2003-2004)] (suite)** - (14 octobre 2004).

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Deuxième lecture [n° 346 (2003-2004)]**

- **Projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [n° 445 (2003-2004)]** - (4 novembre 2004) -

- **Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2005 [n° 53 (2004-2005)]** - (17 novembre 2004) - **Art. additionnels après l'art. 12** (p. 8073) : son amendement n° 121 : bénéficie d'un congé de maternité à compter du premier jour de leur arrêt de travail pour les femmes dont les mères ont pris du distillène pendant leur grossesse ; adopté.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit - Commission mixte paritaire [n° 28 (2004-2005)]** - (18 novembre 2004) - **Discussion générale** (p. 8145, 8147) : procédure inadaptée pour traiter des sujets concernés. Législation sur les contrats d'obsèques. Dispositions tendant à rendre aux individus le libre choix de leur obsèques. Commentaire de la décision du Conseil d'Etat relative aux contrats de partenariat public-privé. Désaccord du groupe socialiste avec cette ordonnance, en contradiction avec la loi d'habilitation et les décisions du Conseil constitu-

tionnel. Procédure d'évaluation impossible à mettre en oeuvre. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité [n° 9 (2004-2005)]** - (23 novembre 2004) -

- **Projet de loi de finances pour 2005 [n° 73 (2004-2005)].**

Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales - Sécurité. - (2 décembre 2004) (p. 8913, 8914) : question de la bonne affectation des moyens de la police et de la gendarmerie en fonction du taux de délinquance constaté. Cas du département du Loiret : quatre-vingt-cinquième place sur quatre-vingt-seize départements concernant le ratio de crimes et délits commis par policier et gendarme. Insuffisance notoire d'effectifs pour la brigade anticriminalité et la brigade motorisée. Interrogation sur la mise en oeuvre de moyens en 2005 s'agissant notamment du Loiret.



Jardins. « *Il est important de mettre l'accent sur le rôle des jardins. Je souhaiterais que toutes les écoles en aient un. Car le fait d'apprendre à cultiver les jardins est un outil extrêmement précieux dans l'éducation et la formation de nos enfants* ». Jean-Pierre Sueur, 14 octobre 2003

Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales - Décentralisation. - (2 décembre 2004) (p. 8927, 8929) : révélation d'une crise incontestable de la décentralisation au dernier congrès des maires de France. Incertitude quant au financement des transferts de compétences. Crainte d'une évolution négative de la fiscalité locale en dépit de la puissante déclaration de la Constitution. Flou délibérément entretenu dans les lois de décentralisation concernant les contours des compétences et leur extension dans les années à venir. Crainte d'un aboutissement à une concurrence non maîtrisée. Inquiétude concernant la notion d'égalité. Malaise et perplexité quant aux effets d'annonce portant sur la suppression de la taxe professionnelle et de la taxe sur le foncier non bâti. Clarification nécessaire. Interrogation sur les modalités de répartition du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance et sur la territorialisation de l'assiette de la TIPP. Evolution positive du projet de budget s'agissant de la dotation de péréquation, de la simplification des critères et de l'augmentation de la DSU. Aspect négatif s'agissant du refus de faire jouer la péréquation sur la dotation forfaitaire. Nécessité de développer les territoires ruraux en difficulté par une réforme ambitieuse de la dotation de solidarité rurale, DSR. Efforts insuffisants concernant la péréquation entre les intercommunalités. Souhaite des débats au niveau des agglomérations sur les attentes en matière d'intercommunalité.

Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer - III. - Aménagement du territoire. - (10 décembre 2004) (p. 9588, 9589) : retard considérable dans l'exécution des contrats de plan Etat-régions. Annulation unilatérale par l'Etat du projet de liaison ferroviaire Paris-Orléans-Châteauroux-Limoges-Brive-Toulouse. Aménagement indispensable du territoire en dehors des grands axes. Retard dans la réalisation du barreau sud d'interconnexion des TGV. Interrogation sur la liaison avec les aéroports d'Orly et de Roissy. - **Art. additionnel après l'art. 73 nonies** (p. 9594) : favorable à l'amendement n° II-44 de



Séparation des pouvoirs. « *La décentralisation, ce devrait être la séparation des pouvoirs. Or nous passons insensiblement de la séparation des pouvoirs à la confusion des pouvoirs* ». Jean-Pierre Sueur, 29 octobre 2003

Mme Annie David (présentation au Parlement d'un rapport d'évaluation de la politique de soutien au développement des territoires ruraux). Renforcement des outils d'évaluation de la DATAR.

Justice. - (13 décembre 2004) (p. 9636, 9637) : partenariat public-privé pour la construction d'établissements pénitentiaires. Limite de l'ouverture à la concurrence. Interrogation sur le coût réel de cette procédure. Frais de justice : inquiétude au sujet des conséquences de la rationalisation envisagée sur l'indépendance des magistrats et sur la détermination des choix procéduraux. Rapport de la cour d'appel de Lyon. (p. 9638) : importance de prévoir une réserve pour les aléas relatifs aux frais de justice. - **Etat B** -

Titres III et IV (p. 9640) : le groupe socialiste vote contre les crédits des titres III et IV. - **Etat C - Titres V et VI** : le groupe socialiste vote contre les crédits des titres V et VI.

- **Projet de loi portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité - Deuxième lecture [n° 105 (2004-2005)]** - (21 décembre 2004) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10227, 10228) : réprobation des compromis intervenus sur ce texte dans le seul but d'obtenir un vote conforme. Trois points de désaccord.

2005

- **Hommage à Hubert Curien, ancien ministre de la recherche** - (9 février 2005) (p. 768) : le groupe socialiste s'associe pleinement à l'hommage rendu par M. Le Président du Sénat à la mémoire d'Hubert Curien, ancien ministre de la recherche.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 788, 790) : soutient la motion n° 37 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Nécessité de repousser la loi spectacle et de lutter efficacement contre la récidive. Impasse sur les mesures à prendre. Application indispensable des lois existantes sur le suivi socio-judiciaire et le sursis avec mise à l'épreuve. Choix du spectaculaire au détriment de l'efficacité. Dériver préoccupante. Méconnaissance des principes fondamentaux. Définition de la réitération : atteinte au principe d'égalité. Négation du travail du magistrat et du principe d'individualisation des peines. Mise en oeuvre d'une justice quasi-automatique. Méfiance à l'égard des magistrats. Bracelet électronique mobile : violation des principes de la proportionnalité et de la nécessité des peines. Nécessité de se donner les moyens humains de réinsérer des êtres humains. - - **Explications de vote sur l'ensemble** : Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte en dépit du travail salutaire de la commission des lois. Rôle majeur du Sénat dans la défense du droit. Refus de principe opposé au

placement sous surveillance électronique. Absence de volet consacré à la prévention de la récidive.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) -

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1382, 1383) : nécessaire prise en charge du coût des missions de service public exercées par La Poste. Désapprobation de la composition de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP. Problème du statut de l'établissement de crédit. Délai injustifié entre les deux lectures de ce projet de loi. Temps nécessaire à la mise en place de cet établissement bancaire. Nécessité d'autoriser immédiatement La Poste à octroyer des prêts à la consommation

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (18 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1951) : importance du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Débat serein indispensable. Sa conception du rôle de président de séance.

- **Rappel au règlement** - (11 mai 2005) (p. 3685) : référence à la lettre de M. Christophe Poncelet en date du 14 avril 2005 annonçant la première édition des Rencontres sociales du Sénat en octobre prochain. En vertu du principe de la séparation des pouvoirs, rappelle qu'il n'est pas dans les attributions du Sénat d'informer ou d'expliquer la politique et les réformes engagées par le Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) -

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4231, 4232) : question de l'application du principe d'égalité. Exemple de son département du Loiret. Interroge le Gouvernement sur l'état d'avancement de ce dossier. Principes de base de la proposition de loi socialiste : rapidité des délais, déconcentration, association de l'ensemble des personnes concernées et transparence

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4532, 4535) : soutient la motion n° 1 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Problèmes relatifs aux prérogatives du juge du siège, au droit de la défense, aux libertés individuelles, au déroulement du procès et à la rupture d'égalité dans le traitement pénal des infractions. - **Art. unique** (p. 4542) : soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 3 (suppression) et n° 4 (repli) ; rejetés. (p. 4545) : importance du caractère contradictoire du procès.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5220, 5222) : déception devant la déclaration de politique générale. Continuation de la même politique. Inefficacité dans la réduction du chômage. Absence de marge budgétaire. Danger des mesures proposées. Possibilité de licenciement unilatéral pour l'employeur donnée par le contrat "nouvelles embauches". Réclame une négociation sociale d'envergure. Absence de dispositions en faveur de la relance du pouvoir d'achat. Indignation devant la non-prise en compte des jeunes de moins de vingt-six ans dans l'effectif des entreprises. Catalogue de mesures disparates ne remplaçant pas une véritable politique pour l'emploi.

- **Projet de loi relatif aux concessions d'aménagement [n° 431 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5291, 5293) : projet de loi rendu nécessaire suite à la jurisprudence de la CJCE. Modifications apportées sur ce texte par l'Assemblée nationale. Soumission des concessions d'aménagement aux règles de publicité et de mise en concurrence. Remarques sur le conte-



Droit d'asile. A Dominique de Villepin :

« Vous écrivez très bien sur les poètes bannis, maudis ou exilés. Vous pourriez donc, comme vous savez très bien le faire, faire sonner et résonner la voix de la France pour qu'elle pèse de toute la force de son histoire afin que les directives futures garantissent dans leur intégralité les droits de ceux qui sont persécutés, chassés, bannis et qui sont nos frères et sœurs en humanité ».

Jean-Pierre Sueur, 22 octobre 2003

nu de cette publicité et de cette mise en concurrence, sur le régime fiscal des aménageurs, sur la question de la ratification de l'ordonnance du 6 juin 2005 et sur la création des sociétés publiques locales. La commission des

lois propose l'adoption de ce projet de loi

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5887, 5888) : démonstration des limites du libéralisme à travers la politique du logement. Nécessité d'une politique volontariste de l'Etat. Rappel des débats sur la loi Raffarin du 13 août 2004 relative à la décentralisation. Insuffisance des dispositions de ce texte. Augmentation des loyers. Ses propositions : obligation de renouvellement du bail pour les personnes en difficulté ; instauration d'un délai de trois ans entre la mise en copropriété d'un immeuble et le congé-vente ; incitations fiscales au profit de l'acheteur d'un immeuble acceptant de maintenir le locataire dans son logement ; droit au bail de six ans pour le locataire d'un logement possédé par une personne physique et vendu à une personne morale ; possibilité pour les locataires de solliciter une enquête publique du maire de la commune ; impossibilité de revendre à des fins spéculatives des logements construits avec des fonds destinés au logement social. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5931, 5932) : le groupe socialiste votera contre ce texte. Améliorations apportées par le Sénat. Reconnaissance par le ministre des problèmes d'application de ce dispositif en particulier pour les opérations en cours. Rejet de l'obligation de renouvellement du bail, du délai de trois ans entre la mise en copropriété et le congé pour vente et de l'instauration d'un droit au bail de six ans pour le loca-

taire dont le logement est vendu par une personne morale à une personne physique. Refus de recours au maire, d'enquête publique et d'audit contradictoire. Absence de prise en compte d'une décote et d'une réglementation de la profession de marchand de biens. Refus de tirer les conséquences quant à la mise en oeuvre des ventes à la découpe de logements construits avec des fonds destinés au logement social. Rejet d'un moratoire. Recul par rapport aux accords contractuels en matière de logement.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) -

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Suite de la discussion** (26 octobre 2005). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6300) : se félicite de l'adoption des amendements corrigent la loi Perben II sur le statut des avocats. Caractère préjudiciable du texte : développement d'une suspicion à l'égard des magistrats, accroissement mécanique des peines et mandat de dépôt à l'audience. Inflexions bénéfiques apportés par le Sénat : durée du placement sous surveillance électronique, limitation du crédit de peine en cas de récidive et limitation des fichiers. Désaccord sur la philosophie du texte.

- **Proposition de loi complétant la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française [n° 27 (2005-2006)]** - (10 novembre 2005).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) -

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**. - (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 9 (Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)** (p. 8313) : intervient sur l'amendement n° I-320 du Gouvernement (indexation de la compensation sur la progression de la DGF). Favorable à l'amendement n° I-135 de M. Jean-Pierre Demerliat (application de ce dispositif aux seules communes de plus de 500 habitants). - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 8317, 8318) : soutient l'amendement n° I-136 de M. Jean-Marie Bockel (à partir de 2006, limite du prélèvement opéré par l'Etat sur la taxe professionnelle versée par les établissements de France Télécom, au produit de cette taxe perçu par la commune l'année précédente au titre de ces mêmes établissements) ; rejeté.

Recherche et enseignement supérieur. - (1er décembre 2005) (p. 8474, 8475) : insuffisance des crédits affectés à l'enseignement supérieur. Disparité entre les filières. Lutte contre l'échec dans les premières années d'enseignement. Crédits inférieurs aux besoins. Absence de création de postes. Non-respect des contrats de plan Etat-région. Paupérisation des étudiants. Déficit de logements étudiants. Amélioration indispensable de l'accueil des étudiants étrangers. Décalage entre le taux d'encadrement réservé aux étudiants de classe préparatoire et les autres.



Compensation de la taxe professionnelle. « *Ce qui se passe en matière de dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP), d'ailleurs depuis de nombreuses années - et on pourrait balayer devant beaucoup de portes - est clair : il y a belle lurette qu'elle ne compense plus rien* ». Jean-Pierre Sueur, 25 novembre 2003



Ressources. « *Les transferts de charge doivent être compensés par des ressources fiscales à due concurrence* ». Jean-Pierre Sueur, 5 novembre 2003

- **Organisation des travaux du Sénat** - (1er décembre 2005) (p. 8497) : regrette la programmation de l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et au projet de loi de programme pour la recherche à la veille de Noël. Demande de report de ces débats au mois de janvier.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] (suite).** *Deuxième partie :*

Recherche et enseignement supérieur. - (1er décembre 2005) - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8502) : défavorable à l'amendement n° II-67 du Gouvernement (ajustements de crédits). Bricolage pernicieux opéré par le Gouvernement. (p. 8504, 8505) : défavorable à l'amendement n° II-31 de la commission (report de crédits du programme "vie étudiante" affectés à la construction et la réhabilitation de chambres universitaires sur le programme "formation supérieure et recherche universitaire"). Respect de la vocation des CROUS et du CNOUS.

Justice. - (5 décembre 2005) (p. 8819, 8821) : insuffisance des créations de postes. Sous-évaluation des frais de justice. Situation de l'administration pénitentiaire. Déséquilibre au sein des crédits de la protection judiciaire de la jeunesse. Services pénitentiaires d'insertion et de probation. Importance des moyens humains pour mettre en oeuvre les politiques de prévention et de réinsertion. - **Art. additionnel après l'art. 80** (p. 8831) : soutient l'amendement n° II-111 de M. Michel Charasse (remboursement forfaitaire des sommes dues par l'Etat aux opérateurs téléphoniques pour leur coopération avec l'autorité judiciaire) ; retiré

Administration générale et territoriale de l'Etat. - (8 décembre 2005) (p. 9148, 9149) : recul des équivalents temps plein travaillé du programme. Dématérialisation des actes administratifs. S'offusque de certaines habitudes de langage qui font affront à la simplicité. Contrôle de légalité : rôle des préfets, des chambres régionales des comptes et des tribunaux administratifs. S'interroge sur l'indépendance du préfet des Hauts-de-Seine. Modernisation indispensable des structures de fonctionnement de l'Etat : dématérialisation, déconcentration, rôle des sous-préfets et publication plus rapide des décrets. (p. 9153) : le groupe socialiste vote contre les crédits de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat".

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales. - (8 décembre 2005) (p. 9162, 9163) : autonomie financière des collectivités locales. Effets de la réforme de la taxe professionnelle et de la création d'un "bouclier fiscal". Dotations de l'Etat. Péréquation. Nécessité pour les communes de se regrouper afin de faire face à leurs nombreuses compétences.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales. - (8 décembre 2005) (p. 9162, 9163) : autonomie financière des collectivités locales. Effets de la réforme de la taxe professionnelle et de la création d'un "bouclier fiscal". Dotations de l'Etat. Péréquation. Nécessité pour les communes de se regrouper afin de faire face à leurs nombreuses compétences.

Votera les crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales".

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9608, 9610) : impérieuse nécessité de lutte contre la menace et la réalité du terrorisme.

Respect indispensable de l'Etat de droit. Existence d'un arsenal juridique déjà considérable ; retard dans la publication des décrets d'application. Opposition du groupe socialiste à ce projet de loi en raison des trop nombreuses mises à l'écart de l'autorité judiciaire, d'une généralisation des procédures d'exception et d'un amalgame inacceptable entre terrorisme et immigration. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9725, 9726) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi. Attachement à la lutte contre le terrorisme. Lutte dans le respect de l'Etat de droit. Refus d'amalgame entre la lutte contre l'immigration clandestine et le terrorisme. Mise à l'écart de l'autorité judiciaire.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) -

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers - Commission mixte paritaire [n° 43 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Rappel au règlement** (p. 10252) : sur l'annonce du ministre de déposer prochainement un projet ou une proposition de loi relative au contrôle parlementaire des services de renseignements, rappelle l'initiative parlementaire pour le dépôt des propositions de loi. -

Explications de vote sur l'ensemble (p. 10261, 10262) : lutte inconditionnelle contre le terrorisme. Dessaisissement du juge judiciaire. Suppression des prérogatives de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité en matière d'échanges téléphoniques et électroniques. Pouvoirs exorbitants accordés au pouvoir exécutif. Refus des amalgames opérés entre lutte contre la délinquance, lutte contre le terrorisme et lutte contre l'immigration étrangère. Le groupe socialiste s'oppose à ce texte. Saisine prévue du Conseil constitutionnel.



Plaider coupable. « *M. Badinter vient de démontrer avec force que cette procédure ultrarapide ne respectait pas la place de la victime dans le procès. L'aveu va devenir la preuve par excellence. Le juge va devenir celui qui enregistre et homologue.* »
Jean-Pierre Sueur, 20 janvier 2004

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) -

Rappel au règlement (p. 2830) : interrogation sur la distribution d'un document intitulé "amendements pouvant être considérés en première analyse comme étant en relation directe avec une disposition restant en discussion". - - **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Rappel au règlement** (p. 2900, 2901) : prérogatives attribuées aux parlementaires par la Constitution. Proteste contre les propos le suspectant de ne pas être au contact des réalités locales.

2006

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (22 février 2006) -

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 935, 937) : contradiction entre le CPE et l'égalité des chances. Caractère indéfendable de la notion de licenciement sans cause. Dispositions contraires à la convention n° 158 de l'OIT. Défense des syndicats étudiants. Inadaptation du volontariat comme solution à la question de l'emploi. Crainte des effets pervers du zonage. Evolution négative de la DCTP non compensée par la DSU. Interview du maire de Clichy-sous-Bois sur l'indemnisation des événements du mois de novembre. - **Question préalable** (p. 965, 966) : avec le groupe socialiste, favorable à la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. -

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) -

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars

2006) - **Discussion générale** (p. 2679, 2681) : financiarisation croissante de la question du logement. Nécessité de prendre des mesures de protection des locataires obligés d'acheter leur logement à un prix élevé ou de partir dès la fin de leur bail. Ses propositions : institution d'un permis de diviser ; possibilité pour un tiers des locataires concernés par une opération de vente à la découpe de demander au maire une enquête d'utilité publique ; effort fiscal des communes pour contrer les ventes ; prorogation de six ans des baux en cours en cas de vente ; diagnostics contradictoires ; extension du délai de réflexion ; institution d'une indemnité d'éviction ; inscription d'une protection particulière pour les personnes en grande difficulté ; mise en place d'une décote ; précision des conditions d'exercice de la profession de marchand de biens ; application de la loi aux opérations déjà engagées. Souhait d'une mise en œuvre rapide de cette proposition de loi améliorée par ses amendements. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2721) : mainmise des spéculateurs sur une part considérable du parc de logements à Paris et dans d'autres villes. Nécessité de protéger les locataires. Éléments positifs de ce texte. Recul important en deuxième lecture au Sénat. Rejet de la majorité de ses amendements. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Rappel au règlement** (p. 3616, 3617) : organisation générale des travaux du Sénat. Interruption de la discussion de ce projet de loi par celle du CPE. Caractère minimaliste de ce texte. Dispositions complémentaires prévues dans le texte sur le CPE et non reprises. Sa volonté de développer le volontariat.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4394, 4397) : soutient la motion n° 76 de M. Bernard Frimat tendant au renvoi à la commission. Texte bâti sur des propos simplistes et des fausses évidences. Incompatibilité de l'immigration choisie avec le développement des pays d'Afrique. Redoute la persistance des difficultés actuelles pour les bons étudiants et les bons chercheurs qui seront sélectionnés. Persistance attendue des situations inextricables. Exemple des enfants scolarisés passibles d'expulsion : annonce de chiffres avant le lancement de la démarche aboutissant à l'évaluation des personnes concernées. Stagnation du nombre des reconduites à la frontière en dépit des méthodes et des déclarations du Gouvernement. Absence d'amélioration dans la gestion du droit d'asile. Sup-

pression non pertinente de la collégialité des décisions juridictionnelles en matière de droit à un titre de séjour. Crainte d'un sinistre de la justice administrative. Nécessité de prendre le temps de la réflexion pour préserver une certaine idée de la France et de ses valeurs.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5104, 5106) : précédentes réformes du droit funéraire.

Intérêt de l'instauration de devis types. Harmonisation du taux des vacations funéraires. Baisse nécessaire de la TVA. Ap-



Poste. « *La Poste est très liée, dans notre pays, à l'esprit républicain. Que chacun puisse bénéficier des mêmes services quelle que soit sa région ou sa commune est au cœur de l'esprit républicain.* »

Jean-Pierre Sueur, 27 janvier 2004

Application des dispositions de la loi de décembre 2004 relatives aux contrats d'obsèques. Conditions d'habilitation des opérateurs funéraires. Destination des cendres. Opposition à la création de sites funéraires privés. Respect des cultes. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5125, 5126) : progrès permis par ce texte. Espère une discussion rapide de cette proposition de loi à l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006)

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]. Recherche et enseignement supérieur.** - (1er décembre 2006) (p. 9312, 9313) : non-respect des engagements du Gouvernement : crédits des programmes de la recherche ; emploi scientifique et allocation de recherche pour les doctorants. Collectif "Sauvons la recherche".

Justice. - (4 décembre 2006) (p. 9446, 9447) : contexte de la discussion budgétaire. Question des frais de justice. Aide juridictionnelle. Programme "Protection judiciaire de la jeunesse". - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9456) : son amendement n° II-184 : revalorisation de l'aide juridictionnelle ; rejeté.

Administration générale et territoriale de l'Etat. - (7 décembre 2006) (p. 9761, 9762) : modernisation des services : exemple de la sous-préfecture de Pithiviers. Plan de requalification des personnels. Question des étrangers. Demande de création d'une commission d'enquête sur le processus de régularisation des étrangers. Identification nationale électronique sécurisée. Avenir des sous-préfectures. Multiplication des outils d'orientation et de modernisation.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales. - (7 décembre 2006)

(p. 9769, 9770) : ressources des collectivités territoriales. Evolution de la DGF. Dotation d'intercommunalité. Rapport entre la



Autonomie financière des collectivités. « *Comme nous ne connaissons toujours pas la "part déterminante" de l'autonomie financière (ou fiscale) - puisqu'il est dit dans la même loi qu'on doit l'interpréter conformément à la Constitution, mais que la Constitution renvoie magnifiquement à la loi - nous ne sommes pas plus avancés, mes chers collègues.* » Jean-Pierre Sueur, 28 janvier 2004

taire et la dotation de péréquation. DGF des départements. Souhait d'une réforme de la fiscalité et d'une modulation des dotations forfaitaires. - **Articles additionnels avant l'article 51 bis** (p. 9782, 9783) : son amendement n° II-239 : encadrement des écarts entre les montants perçus par les communes au titre de la dotation forfaitaire ; rejeté. (p. 9784, 9785) : son amende-

ment n° II-238 : exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des communes de montagne ; retiré. - **Article 51 bis ("Gel" de la dotation de garantie des communes dont la garantie par habitant est supérieure à 1,5 fois la moyenne)** (p. 9788) : s'abstiendra lors du vote sur les amendements de suppression n° II-196 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-220 de M. Jacques Blanc. - **Articles additionnels après l'article 51 ter** (p. 9790) : son amendement

n° II-236 : exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des départements ; rejeté. (p. 9792) : son amendement n° II-237 : introduction de la densité de population et du nombre de bénéficiaires du RMI et de l'APA dans les critères de réparti-

tion de la dotation de fonctionnement minimale, DFM ; retiré. - **Article 51 quater (Instauration d'un taux de progression minimal pour la dotation de fonctionnement minimale des 24 départements « historiques »)** (p. 9793) : son amendement n° II-240 : garantie minimale de progression de la DFM à partir de 2007 et plafonnement des évolutions possibles ; retiré.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006).

2007

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (9 janvier 2007) - **Question préalable** (p. 31, 33) : sa motion n° 35 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Rappel au règlement** (p. 148) : articles 32 et suivants du règlement du Sénat. Proteste contre l'attitude et les propos du Garde des Sceaux.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 521, 523) : articles 28 sexies et 28 septies du texte issus des amendements Accoyer traitant des psychothérapeutes. Avant-projet de décret contradictoire. Aggravation des contradictions internes à l'article 52 de la loi de 2004 relative à la politique de santé publique. Traitement incohérent de la

profession de psychothérapeute. - **Rappel au règlement** - (30 janvier 2007) (p. 647, 648) : insertion du dispositif de soins psychiatriques sans consentement dans un texte sur la délinquance. Sanction du

Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 689, 690) : sa motion n° 89 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007)

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Article unique** (p. 1199) : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Commission mixte paritaire [n° 155 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1483, 1485) : abstention du groupe socialiste sur ce texte en cas de maintien des dispositions relatives à la profession de psychologue. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1491, 1492) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Commission mixte paritaire [n° 252 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1789) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2161) : le groupe socialiste n'approuvera pas ce texte d'affichage.

- **Projet de loi relatif aux libertés des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2203, 2204) : moyens financiers. Liens entre grandes écoles et universités. Pouvoirs des présidents d'université. Procédures de recrutements et d'affectation des enseignants-chercheurs. Le groupe socialiste déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 410 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2764, 2765) : regrette la suppression de l'article 2 bis introduit par le Sénat relatif aux enquêtes de personnalité. Loi d'affichage. Absence de réponses concrètes pour lutter efficacement contre la récidive.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Rappel au règlement** - (31 juillet 2007) (p. 3064) : conteste l'interprétation faite par le Gouvernement du protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Demande une nouvelle délibération sur le troisième alinéa de l'article 6 ou sur l'amendement de Mme Alima Boumediene-Thiery portant sur le droit de visite impromptue du contrôleur général.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)] (suite)** - (31 juillet 2007).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4051, 4053) : suppression pertinente de la restriction relative à l'accès des

sans-papiers aux centres d'hébergement d'urgence. Satisfait du maintien de l'amendement Pelletier. Persistance de nombreux points préoccupants. Interroge le ministre sur son acharnement à faire voter le recours aux tests ADN, dispositif inapplicable. Conception inquiétante du déterminisme génétique en matière de criminalité.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4128, 4129) : souhaite des méthodes plus énergiques de simplification du droit. Exemple du droit funéraire. Extension du recours à la visioconférence. Le groupe socialiste s'abstiendra si le Sénat maintient ces dispositions dans le texte.

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4226, 4228) : valeurs locatives. Prise en compte des revenus dans la fiscalité locale. Péréquation. Favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**. **Justice** - (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5671,

Contrats obsèques. « *Il faut que les contrats d'obsèques qui se multiplient aujourd'hui soient beaucoup plus rigoureux. Les deux amendements que je vous présente ont pour objet de bien préciser ce que doit comporter le contrat d'obsèques, ainsi que les droits de la personne et ceux de ses héritiers par rapport à l'organisation des obsèques en toute circonstance* » (Ces deux amendements ont été adoptés par le Sénat et l'Assemblée Nationale). Jean-Pierre Sueur, 13 octobre 2004

5672). Remplacement des tribunaux d'instance dans le département du Loiret par des Maisons de la justice et du droit. Le groupe socialiste ne votera pas ce budget. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5685) : le groupe socialiste votera contre ce budget.

Administration générale et territoriale de l'Etat - (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6103, 6104).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales - (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6115, 6117). - **Article 48 (Création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles)** (p. 6126) : soutient l'amendement n° II-123 de M. Marc Massion (suppression) ; rejeté. (p. 6128) : intervient sur l'amendement n° II-123 précité de M. Marc Massion. - **Articles additionnels après l'article 48 septies** (p. 6133) : soutient l'amendement n° II-125 de Mme Gisèle Printz (extension du bénéfice de la DSU à seize communes qui comptent moins de 5000 habitants) ; retiré.

2008

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 687) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1370, 1372) : son intervention. Généralisation injustifiée des partenariats public-privé qui sont des procédures exceptionnelles. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1382, 1383) : favorable à la motion n° 96 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer l'exception. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1464, 1465) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif aux archives du Conseil constitutionnel - Deuxième lecture [n° 304 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2007-2008)** (p. 2169, 2171) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur le projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux archives - Deuxième lecture [n° 305 (2007-2008)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 304 (2007-2008)**. - (15 mai 2008).



Handicap. « *Au termes de l'article 2, la personne handicapée "a droit à une compensation des conséquences de son handicap, quels que soient la nature de sa déficience, son âge ou son mode de vie". Malheureusement, le financement de cette compensation est encore extrêmement incertain* ». Jean-Pierre Sueur, 21 octobre 2004

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Question préalable** (p. 2597) : défavorable à la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 283 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2634, 2636) : son intervention.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin 2008) - **Article unique** (p. 2700) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire).

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008)



Travail du samedi... et du dimanche. A M. Darcos. « *M. Darcos, quand vous étiez ministre de l'Éducation nationale, vous expliquiez que, "pour des raisons familiales", les enfants ne devaient plus travailler le samedi. Et maintenant que vous êtes ministre du travail, vous expliquez que "toujours pour les mêmes raisons familiales..." les parents doivent travailler le dimanche* ». Jean-Pierre Sueur, 22 juillet 2009

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Question préalable** (p. 2897, 2899) : sa motion n° 1 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008)

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4343, 4345) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4381) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte et va saisir le Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Question préalable** (p. 4620, 4622) : sa motion n° 92 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes - Deuxième lecture [n° 283 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5783, 5784) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5791) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6537, 6540) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6569) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**
Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres - (27 novembre 2008) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7807, 7808) : soutient l'amendement n° II-81 de Mme Nicole Bricq (indemnisation des sinistrés de la sécheresse de 2003) ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (1er décembre 2008) (p. 7964, 7965) : article IX de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Interpellation d'un journaliste, ancien directeur du journal Libération à la suite d'une plainte en diffamation.

Interrogation sur la justification de cette arrestation, sur sa compatibilité avec les dispositions du projet de loi relatif à la protection du secret des sources et sur la demande

par le ministre d'une enquête.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] (suite).** *Deuxième partie :*

Justice. - (1er décembre 2008) (p. 7976, 7977) : son intervention.

Administration générale et territoriale de l'État. - (5 décembre 2008) (p. 8406, 8407) : son intervention. - **Article 58** (*Création d'une dotation pour les titres sécurisés*) (p. 8419) : parole sur l'article.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales. - (5 décembre 2008) (p. 8428, 8430) : son intervention. - **Article 68** (*Révision du droit à compensation des régions au titre de la compétence «Services régionaux de voyageurs», SRV*) (p. 8444) : soutient l'amendement n° II-218 de Mme Nicole Bricq (application de ce dispositif à la région Ile-de-France) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 68** (p. 8445, 8446) : soutient les amendements n° II-219 de Mme Nicole Bricq (majoration de la dotation de compensation attribuée aux régions afin de neutraliser les dépenses résultant de l'assujettissement à la taxe sur les salaires de la contribution pour l'exploitation des services transférés versée par les régions aux entreprises de transport) ; et n° II-224 de M. François Patriat (modification de l'année de référence des données utilisées pour la répartition de la dotation de péréquation entre les régions) ; adoptés. - **Article 71** (*Dotation d'aménagement urbain destinée à financer les projets d'aménagement et de développement des communes prioritaires éligibles à la DSU*) (p. 8450) : soutient l'amendement n° II-220 de Mme Nicole Bricq (élargissement de l'utilisation des crédits de la DDU aux dépenses de personnel participant à la mise en oeuvre des projets et actions retenus pour l'attribution de ces fonds) ; rejeté.

Articles non rattachés. - (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 55 ter** (p. 8720, 8721) : son amendement n° II-303 : exonération de la taxe sur les salaires des entrepreneurs de spectacles vivants ; retiré.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire - Deuxième lecture [n° 108 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8841, 8843) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 - Commission mixte paritaire [n° 138 (2008-2009)]** - (17 décembre 2008)

2009

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 83, 85) : soutient la motion n° 1 de M. David Assouline tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Rappel au règlement** (p. 400) : légitimité du temps consacré au débat relatif à l'extension de l'assiette de la redevance.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (23 janvier 2009)

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1695, 1696) : son intervention. - **Question préalable** (p. 1709, 1710) : intervient sur la motion n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2090) : défavorable à ce texte.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Question préalable** (p. 2298, 2299) : favorable à la motion n° 2 de M. Louis Mermaz tendant à poser la question préalable. -

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3239, 3241) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3432) : le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3459, 3461) : sa question. (p. 3475, 3476) : ses observations.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009)..

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4134, 4136) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) -

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 431 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5609, 5610) : son intervention. Votera cette proposition de loi. -

Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)] - (5 juin 2009).

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6033, 6035) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (25 juin 2009) (p. 6392) : son intervention sur la publication des données "passagers" des vols internationaux.



Sécurité. « *Le Loiret occupe la 85e place sur 96 départements métropolitains avec 32,09 crimes et délits par policier ou gendarme. La moyenne nationale est de 22,5. Des dispositions concrètes doivent être prises, Monsieur le Ministre, en termes d'effectifs et de moyens en faveur du Loiret qui pâtit du déficit que je viens d'énoncer.* »
Jean-Pierre Sueur, 2 décembre 2004

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009).

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009)



- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) -

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8541, 8542) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8571, 8572) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8591) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009).

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8743) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009).



- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10688, 10690) : son intervention.. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10734) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]. Première partie** : - (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité) (Suppression de la taxe professionnelle)** (p. 10901) : parole sur l'article. (p. 10901, 10903) : parole sur l'article. (p. 10909) : intervient sur les amendements n° I-33 de Mme Nathalie Goulet, n° I-42 de Mme Marie-France Beaufile, n° I-70 de Mme Nicole Bricq, et n° I-126 de M. Yvon Collin.. **Deuxième partie** :

Infractions pénales. « *Sur l'ensemble de la proposition de loi, on peut certes considérer que le Sénat a joué son rôle. Le texte, tel qu'il ressort de nos travaux, présente moins de danger, d'inconvénients et de défauts que celui qui était issu de l'Assemblée Nationale. Cela me paraît clair. Toutefois, il reste marqué par un certain nombre de caractères préjudiciables* ». Jean-Pierre Sueur, 25 novembre 2003

Emploi des jeunes. « *Il est incompréhensible que le Contrat Première Embauche (CPE) prévoie la possibilité de licenciement sans cause et sans motif pour les seuls jeunes de moins de 25 ans. C'est un très mauvais message envoyé à la jeunesse de ce pays* ». Jean-Pierre Sueur, 23 février 2006

Ecologie, développement et aménagement durables. - (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11788) : son amendement n° II-129 ; rejeté. (p. 11790) : son amendement n° II-128 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 52 bis** (p. 11795) : son amendement n° II-130 : utilisation du reliquat des crédits votés dans le cadre de la loi de finances pour 2006 afin d'indemniser les victimes de la sécheresse de 2003 ; retiré.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural. - (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11979,

11980) : sa question et sa réplique. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11983) : soutient l'amendement n° II-133 de M. Thierry Repentin ; rejeté. (p. 11985, 11988) : son amendement n° II-132 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 51** (p. 11989, 11990) : soutient l'amendement n° II-134 de M. Thierry Repentin (rapport au Parlement sur la prime herbagère) ; rejeté.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales. - (3 décembre 2009) (p. 12011, 12012) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 12023) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° II-12 de la commission (modification du critère d'éligibilité à la dotation de péréquation régionale).

Administration générale et territoriale de l'État. - (3 décembre 2009) (p. 12030, 12031) : son intervention.

Articles non rattachés. - (7 décembre 2009) - **Article 45 bis (Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail)** (p. 12310) : intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 12334) : son amendement n° II-273 : prorogation du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art ; devenu sans

objet. - **Article 47 (Accélération de la montée en puissance du malus automobile à compter de 2011)** (p. 12343) : intervient sur l'amendement n° II-191 de M. Martial Bourquin.

- **Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12586, 12588) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12601, 12602) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux**

[n° 132 (2009-2010)] - (15 décembre 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12723, 12725) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)] (suite)** - (16 décembre 2009)

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (22 décembre 2009) - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur différée de la suppression de la profession d'avoué*) (p. 13261, 13262) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Michel ; adopté.

2010

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 262, 264) : son intervention.

- - **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 384, 386) : soutient la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Rappel au règlement** (p. 394).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)] (suite)** - (21 janvier 2010)..

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010)



CHR d'Orléans. « *Il faut impérativement maintenir aux trois centres hospitaliers régionaux, dont celui d'Orléans, qui ne sont pas des CHU, leur statut régional. Il serait incompréhensible de les transformer en « hôpitaux généraux. C'est l'objet de notre amendement* » (L'amendement a été adopté). Jean-Pierre Sueur, 14 mai 2009

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)] (suite)** - (2 février 2010). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1108, 1109) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture [n° 260 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1228, 1230) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2072, 2073) : son intervention.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2287, 2289) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouver-**

nement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)] - (27 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2890, 2892) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2905) : le groupe socialiste s'abstient sur ce texte.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2985, 2986) : son intervention. -

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010).

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 4199, 4200) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) -

- **Questions cribles thématiques - La justice, le point sur les réformes** - (8 juin 2010) (p. 4499) : sa question.

- - **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5450, 5451) : son intervention. - (*suite*) - (1er juillet 2010) - (*suite*) - (7 juillet 2010) - **Demande de seconde délibération** (p. 6044, 6045) : intervient sur la demande de seconde délibération demandée par le Gouvernement sur l'article 1er AAA ainsi que sur les amendements n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département) et n° 540 de M. Hervé Maurey (introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de cumul des mandats) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6054) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation**

pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)] - (8 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6331) : favorable à la motion n° 77 de M. Jean-Claude Peyronnet tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6758, 6759) : la majorité des membres du groupe socialiste ne prendra pas part au vote.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605 (2009-2010)]** - (16 septembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6848) : favorable à ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Organisation des débats** (p. 7526) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9612, 9613) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**. *Première partie* : - (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10298, 10300) : son amendement n° I-218 : prorogation du dispositif de crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 15**

(**priorité**) (art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Rem-



Sinistrés de la sécheresse de 2003. « Une première enveloppe puis une seconde enveloppe de 228 millions d'euros ont pu être dégagées, suite, en particulier, à l'action du Sénat. Mais nous sommes encore loin du compte ». Jean-Pierre Sueur, 27 novembre 2008

boursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME) (p. 10444, 10445) : favorable à l'amendement n° I-259 de Mme Nicole Bricq. - **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10525) : parole sur l'article.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres - (26 novembre 2010) - **Questions-réponses-répliques** (p. 10933, 10934) : sa question et sa réplique. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10939, 10940) : ses amendements n° II-131 et II-132 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 73 bis** (p. 10949, 10950) : ses amendements n° II-134 : versement, aux sinistrés de la sécheresse de 2003, du reliquat de la dotation exceptionnelle supplémentaire prévue par la loi de finances pour 2006 ; et n° II-133 : rapport gouvernemental sur la réaffectation de cette dotation exceptionnelle ; rejetés.

Justice - (29 novembre 2010) (p. 10984, 10985) : son intervention.

Administration générale et territoriale de l'Etat - (29 novembre 2010) (p. 11040, 11041) : son intervention.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales. - (30 novembre 2010) (p. 11120, 11121) : son intervention. - **Article 80**

(art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions) (p. 11133, 11134) : soutient l'amendement n° II-192 de M. Gérard Collomb ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° II-193 de M. Gérard Collomb. - **Article addition-**

nel après l'article 80 (p. 11141, 11142) : soutient l'amendement n° II-199 de M. Michel Sergent (création d'un mécanisme de lissage, applicable de 2011 à 2015, tendant à majorer la dotation de base perçue par la commune d'une fraction de la perte de recettes engendrée par les nouvelles modalités de recensement) ; rejeté. - **Article 81** (art. L. 2334-13, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-18-4 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU-CS, à la dotation de solidarité rurale, DSR, et à la dotation de développement urbain, DDU) (p. 11144) : le groupe socia-

liste votera l'amendement n° II-273 de la commission. - **Article 82** (art. L. 2334-32 à L. 2334-39 du code général des collectivités territoriales - Fusion de la

dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural en une dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 11149) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-16 de la commission. - **Article 86** (art. L. 2334-4, L. 2531-13, L. 3334-6, L. 4332-5 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Fixation des modalités de calcul des potentiels fiscal et financier des communes, départements, régions et établissements publics de coopération intercommunale) (p. 11152) : soutient l'amendement n° II-195 de M. Jean-Pierre Bel ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 11157) : son amendement n° II-200 : confirmation de la notion de concours de l'État aux collectivités territoriales ; adopté.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12139, 12140) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble**

(p. 12373, 12374) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010**

[n° 163 (2010-2011)] - (16 décembre 2010)

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques - Deuxième lecture [n° 178 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12864, 12866) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12872) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12916, 12917) : son intervention.

- **Débat sur l'édition des mesures réglementaires d'application des lois** - (12 janvier 2011) (p. 77, 78).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - *Deuxième lecture* [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) -

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits** - *Deuxième lecture* [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (2010-2011)** (p. 661, 663). -

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 808, 810).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] (suite) - (8 février 2011).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral** [n° 277 (2010-2011)] - (14 février 2011) -



Prisons. « Afin de préparer ce débat, je me suis rendu la semaine dernière à la Maison d'arrêt d'Orléans. J'ai pu constater que le taux de surpopulation était de 230%. Il ne faut pas que la prison soit l'école de la récidive, et pour cela elle doit préparer les détenus à la sortie et à la réinsertion dans la société. Mais est-ce possible avec ces taux de suroccupation ? ». Jean-Pierre Sueur, 3 mars 2011

- rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1314, 1317).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) (p. 1479, 1480).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France** [n° 313 (2010-2011)] - (2 mars 2011).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique** [n° 314 (2010-2011)] - (2 mars 2011).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits** - *Commission mixte paritaire* [n° 86 (2010-2011)] - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 86 (2010-2011)** (p. 2064, 2066).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits** - *Commission mixte paritaire* [n° 86 (2010-2011)] - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 86 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** - *Deuxième lecture* [n° 342 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2149, 2151). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2206).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (6 avril 2011).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** - *Deuxième lecture* [n° 393 (2010-2011)] - (12 avril 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2741).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** - *Commission mixte paritaire* [n° 97 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2878, 2880).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** - *Deuxième lecture* [n° 393 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Article 75 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 741-4 du CESEDA - *Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire*) (p. 2905). (p. 2906). (p. 2906).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** [n° 395 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Question préalable** (p. 2937).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3033, 3034).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat** [n° 355 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3199, 3201). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3206).

- **Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique** [n° 435 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3213, 3214).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg** [n° 107 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3413).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (18 mai 2011).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité »** [n° 127 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4417, 4418).

Propositions de loi

On trouvera ci-dessous un bref résumé des neuf propositions de loi et de la proposition de résolution dont Jean-Pierre Sueur a été le premier signataire. Il en a cosigné beaucoup d'autres, qui ne sont pas ici mentionnées mais qui peuvent être lues sur le site du Sénat (www.senat.fr>vos sénateurs>Jean-Pierre Sueur>propositions de loi et de résolution).

Pour l'initiative parlementaire... et contre l'hypertrophie en faveur du pouvoir exécutif

Il arrive souvent que des interlocuteurs m'assurent qu'une loi est votée. « Je l'ai entendu, mercredi soir à la télévision », me disent-ils.

Je leur répons que ce dont ils ont entendu parler le mercredi dans les médias, c'est d'un projet de loi. Et que ce projet ne deviendra loi que lorsqu'il sera (et s'il est) adopté par le Parlement, c'est-à-dire l'Assemblée Nationale et le Sénat.

Cette anecdote est significative de ce que, dans les médias, il y a une hypertrophie du pouvoir exécutif au détriment du pouvoir législatif.

Notre démocratie repose – théoriquement – sur la séparation des pouvoirs, dont Montesquieu fut l'inspirateur. Cette séparation des pouvoirs est – toujours – à reconquérir. Sans elle, nos institutions se déséquilibrent.

C'est pourquoi l'initiative parlementaire est essentielle.

La Constitution prévoit en effet que l'initiative des lois appartient conjointement au gouvernement et au Parlement.

Le gouvernement fait des *projets* de loi, les membres du Parlement déposent des *propositions* de loi.

Il est heureux que le temps consacré aux propositions de loi – et donc à l'initiative parlementaire – se soit accru.

J'ai pris ma part à cette initiative parlementaire en déposant dix propositions et résolution et en en cosignant nombre d'autres. **Jean-Pierre Sueur**

Défendre les familles endeuillées. Trois propositions de loi sur la législation funéraire ont été rédigées par Jean-Pierre Sueur dans le prolongement de la loi de 1993 qu'il a présentée devant le Parlement et dont l'objet était de mettre fin au monopole des pompes funèbres tout en redéfinissant les règles du service public dans ce domaine sensible.

La troisième de ces propositions de loi a été adoptée, après modifi-

cation, à l'unanimité par le Sénat puis l'Assemblée nationale. Préparée par un rapport d'information rédigé conjointement avec Jean-René Lecerf, sénateur du Nord, et Jean-Pierre Sueur, ce texte inscrit dans la loi un ensemble de dispositions relatives à la crémation. Elle instaure également un « devis modèle » afin de permettre une meilleure transparence quant au prix des obsèques.



PROPOSITION DE LOI

Statut et destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation

Jean-Pierre SUEUR, Jacqueline ALQUIER, Bernard ANGELIS, Bernard ALBAN, Jean-Pierre BÉL, Jean BENOÎT, Marie-Christine BLANSON, Yannick BRUN, Yvonne BUREL, Roger BURELIER, Alain BOURMIEUX-DIERREY, Nicole BRÉQUÉ, Monique CHERIER-Rosa GERIC, Pierre-Yves COLLETONY, Bernard COCHEREAU, Roland COURTEAU, Yves DAGGE, Jean-Pierre DEMERLEAT, Claude DORVILLE, Bernard FERRAS, Jean-Pierre GOUFFROY, Claude HEBIAUX, Alain JOHNET, Serge LAGAUCHE, André LEJEUNE, Louis LE PENNE, Roger MADRE, Jacques MARBAN, François MARÉ, Jean-Pierre MASSÉRY, Jean-Pierre MICHEL, Jean-Marc PASTOR, Jean-Charles PÉRONNÉ, Jean-François PICHÉRAL, Gilles PIGNAL, Daniel REINER, Jacques SIFFRE, Simon SUTTOR, Catherine TASCIA, Michel THÉVENAZ, Dominique VIGNÉY et Richard VIVIC.

Sénateur

Remis à la commission des Lois



N° 464

2004-2005

Jean-Pierre Sueur, qui a aussi fait voter des articles de loi sur les contrats obsèques, a dit à de nombreuses reprises : « *Sur ce dossier difficile, le seul "lobby" qui m'importe est celui des familles éprouvées, donc vulnérables et qu'il faut protéger* ». Il est de l'intérêt de tous, y compris des professionnels du funéraire, de choisir la plus totale transparence.

PROPOSITION DE LOI

Opérations funéraires, protection des familles à la suite d'un décès et habilitation des opérateurs funéraires

Jean-Pierre SUEUR, Bernard ALBAN, Jacques BELLANGER, Bernard CABREAU, Gilbert CHARBONNÉ, Roland COCHEREAU, Yves DAGGE, Jean-Pierre DEMERLEAT, Claude DORVILLE, Michel DREYFUS-SCHMIDT, Bernard FERRAS, Charles GATIER, Jean-Pierre GOUFFROY, Monique CHERIER-Rosa GERIC, Serge LAGAUCHE, Roger LAGORDE, André LEJEUNE, Pierre HEBIAUX, Jean-François PICHÉRAL, Bernard PRAS, Gilles PRINTEY, Daniel REINER, Roger ROYER, Claude SAUCIER, Simon SUTTOR, Jean-Marc TOUESCHINI, Pierre-Yves TREMEL, André VANTONMÉ, Marcel VIDAL et les membres du groupe socialistes, apparentés et rattachés.

Sénateur

Remis à la commission des Lois



N° 161

2002-2003

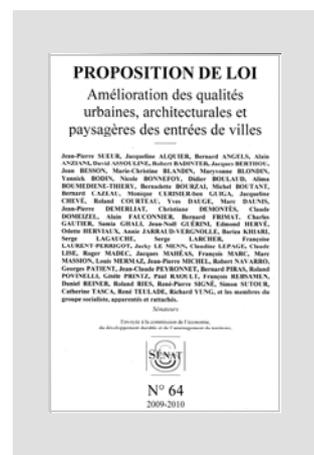
Proposition de loi visant à abroger l'article 434-7-2 du Code pénal. L'objet de cette proposition de loi est de revoir la rédaction du Code pénal susceptible de nuire à l'exercice du droit de la défense et de créer une insécurité pour les avocats dans l'exercice de leur profession



été rendu à la famille après une autopsie judiciaire. La proposition de loi précise les conditions de dignité dans lesquelles le corps doit être rendu à la famille, et plus généralement le droit des familles ainsi que la qualification dont devront se prévaloir les médecins pour procéder aux autopsies judiciaires.

Pour reconquérir la qualité des entrées de ville.

Depuis son rapport au gouvernement de 1998 « *Demain la ville* » et son livre *Changer la ville* (paru en 1999 aux éditions Odile Jacob), Jean-Pierre Sueur se bat pour restaurer la qualité de vie « *urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville* ». Cette proposition présente un dispositif et une programmation ambitieux et volontaristes à cet égard. Deux articles issus de cette proposition de loi ont été adoptés, prévoyant que les documents d'urbanisme et d'aménagement devront prendre impérativement en compte la qualité urbaine, paysagère, architecturale et environnementale des entrées de ville.



Intégrer l'apprentissage des premiers secours dans la formation des conducteurs de transport routier de personnes.

Inspirée – hélas – par un événement tragique survenu dans le Loiret, cette proposition de loi a pour objet d'introduire obligatoirement l'apprentissage des premiers secours dans le programme des formations initiale et continue des conducteurs de transport routier de personnes.



Pour une éducation à la résolution non violente des conflits.

Il s'agit, par cette proposition de loi, d'inscrire dans la loi française les dispositions adoptées à l'unanimité par l'assemblée générale de l'ONU invitant « les états membres à prendre les mesures nécessaires pour que la pratique de la non-violence et de la paix soit enseignée à tous les niveaux de leurs sociétés respectives, y compris dans les établissements d'enseignement ».



Créer un registre national du don d'organe.

Les médecins nous disent qu'il existe une carence en matière de dons d'organes et que si les dons étaient plus nombreux, on pourrait sauver davantage de vies humaines. A la suite d'un décès brutal, les familles hésitent souvent à donner leur accord pour un don d'organe. C'est pourquoi cette proposition de loi propose d'instaurer un registre national du consentement au don d'organe (aujourd'hui, il existe un registre national du refus, mais pas du consentement).



Indépendance et pluralisme de la presse et des médias

Jean-Pierre Sueur a déposé en juillet 2008 une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprise de presse et des services de presse et des médias.



Pour préciser la loi sur les autopsies judiciaires.

Cette proposition de loi de Jean-Pierre Sueur a été adoptée sous une forme légèrement modifiée à la faveur du vote de la dernière loi de simplification du droit. Elle trouve son origine dans un fait vécu : un citoyen est venu voir Jean-Pierre Sueur pour lui faire part de son indignation quant aux conditions dans lesquelles le corps de son épouse a



Huit rapports de Jean-Pierre Sueur

Durant le mandat qui s'achève, Jean-Pierre Sueur a rédigé huit rapports.

- Un rapport sur le projet de loi sur les concessions d'aménagement, au nom de la commission des lois.
- Deux rapports d'information, l'un sur la législation funéraire (rédigé avec Jean-René Lecerf) et l'autre sur les sondages (coécrit avec Hugues Portelli) au nom de la commission des lois.
- Un rapport sur la proposition de loi sur les sondages, au nom de la commission des lois.
- Quatre rapports au nom de la Délégation à la prospective du Sénat (dont il est le secrétaire) sur les villes du futur et les problèmes posés par le développement de l'urbanisation dans le monde

Des rapports pour préparer le futur

La commission des lois du Sénat a eu l'idée de confier un certain nombre de « rapports d'information » conjointement à un sénateur de la majorité et à un sénateur de l'opposition.

Cette démarche a pu susciter au départ le scepticisme. Elle s'est révélée féconde. Nombre de ces rapports ont « abouti ». C'est-à-dire que le poids du réel a permis d'aboutir à des constats partagés et souvent à des propositions elles aussi partagées.

C'est ainsi que j'ai rédigé deux rapports.

L'un sur la législation funéraire, avec Jean-René Lecerf, qui a abouti à la loi du 20 décembre 2008.

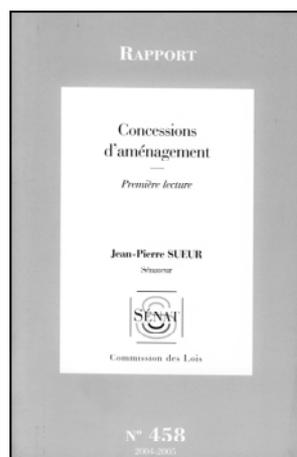
L'autre sur les sondages avec Hugues Portelli, qui a abouti à la rédaction d'une proposition de loi adoptée à l'unanimité par le Sénat le 14 février 2011.

Plus classiquement, j'ai rédigé deux autres rapports au nom de la commission des lois, l'un sur les concessions d'aménagement, l'autre sur la proposition de loi précitée sur les sondages.

Mais ce qui m'a demandé le plus de temps, ce sont les quatre rapports sur « les villes du futur » que j'ai préparés pour la Délégation à la prospective du Sénat. Cette délégation a pour tâche de réfléchir aux enjeux du futur. L'urbanisation sans cesse croissante dans le monde entier en est un. Il y a aujourd'hui, sur notre planète, 200 000 urbains de plus chaque jour.

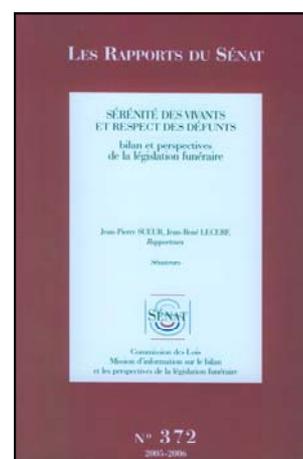
Tel était l'objet de cette réflexion qui a donné lieu à un premier rapport, fruit d'un atelier avec des spécialistes : « Les villes du futur, rêve ou cauchemar ? ».

Cette réflexion menée durant deux ans avec de nombreux spécialistes, universitaires, urbanistes, architectes, sociologues, géographes, etc. s'est traduite par trois volumes publiés en juin 2011 sous le titre « Villes du futur, futur des villes : quel avenir pour les villes du monde ? » **Jean-Pierre Sueur**



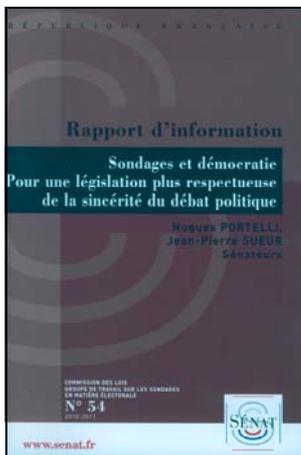
Concessions d'aménagement. Ce rapport porte sur un projet de loi qui précise que les concessions d'aménagement doivent être soumises à des conditions de publicité et de mise en concurrence transparentes et équitables.

Sérénité des vivants et respect des défunts : bilan et perspectives de la législation funéraire. Ce rapport d'information rédigé conjointement avec Jean-René Lecerf à partir de nombreuses auditions fait le point sur l'évolution des questions funéraires depuis la loi de 1993. Il formule nombre de propositions (sur le prix des obsèques, les devis-type, la TVA, les diplômes donnant accès à la profession, la crémation, l'esthétique des cimetières, etc.) qui seront reprises dans la proposition de loi qui en est issue.



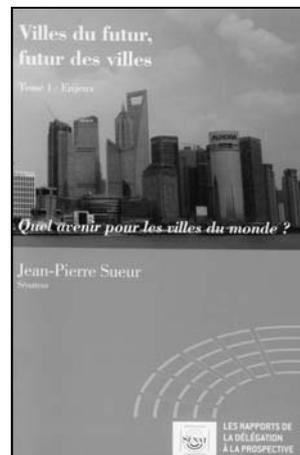
Sondages et démocratie : pour une législation respectueuse de la sincérité du débat politique.

Ce rapport d'information rédigé conjointement avec Hugues Portelli à partir de nombreuses auditions montre que la loi de 1977 sur les sondages est désormais inadaptée. Il formule nombre de propositions pour garantir la plus grande transparence dans l'élaboration, le financement et la publication des sondages. Il demande en particulier que, conformément au « caractère scientifique » de la méthode revendiqué par la plupart des instituts, on publie les questions effectivement posées, les marges d'erreur et les critères de redressement.



Villes du futur, futur des villes : quel avenir pour les villes du monde ? Tome 1 : enjeux.

Le mouvement d'urbanisation est massif dans le monde entier. Quels scénarios envisager ? Comment penser demain l'occupation de l'espace ? Quels modèles, quels projets pour les villes du futur ? Le premier volume débute par un long avant-propos de Jean-Pierre Sueur et des entretiens avec Saskia Sassen, Christian de Portzanparc, Jacques de Coursion. Puis il examine quinze enjeux fondamentaux (de l'environnement à l'urbanisme, l'emploi, le devenir des « bidonvilles », la démocratie, etc.) avant de présenter « 25 pistes pour les villes du futur ».



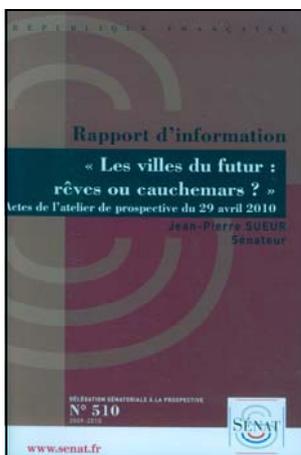
Sondages : mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral. Il s'agit du rapport sur la proposition de loi élaborée à partir du rapport d'information précédent (signée par Hugues Portelli) qui approfondit et complète l'analyse et les propositions sur ce sujet sensible.



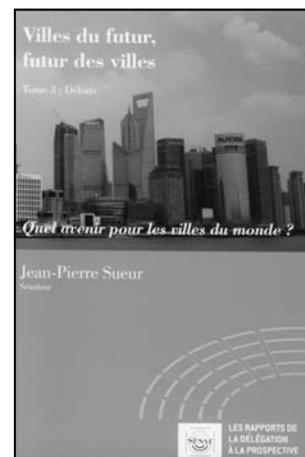
Tome 2 : Analyses. Ce volume rédigé avec le concours d'universitaires comprend vingt-six monographies consacrées à vingt-six villes du monde. Chaque fois, les mêmes questions sont posées : quelles sont les tendances que l'on observe dans chaque cas ? Où celles-ci mènent-elles ? Quelles alternatives ?

Les villes du futur : rêve ou cauchemar ?

Ce rapport a été réalisée à partir d'un « atelier » organisé par la Délégation à la prospective du Sénat en vue de l'élaboration du rapport (en trois volumes).



Tome 3 : Débats. Ce volume rassemble de nombreux débats avec des spécialistes, initiés par Jean-Pierre Sueur au sujet des analyses et propositions exposées dans les tomes précédents.



Questions au gouvernement

Il existe quatre types de questions au gouvernement :

- les questions d'actualité, télévisées sur France 3 un jeudi sur deux et qui portent sur les faits d'actualité
- les questions orales (avec ou sans débat) qui donnent lieu à une réponse immédiate dans l'hémicycle par un membre du gouvernement
- les questions « crible » posées au cours d'une séance d'une heure consacrée à un seul sujet
- les questions écrites qui donnent lieu (en principe...) à des réponses écrites des ministres publiées dans le *Journal Officiel* et sur le site internet du Sénat.

Nous publions ci-dessous le thème des quelque 390 questions posées par Jean-Pierre Sueur. Celles-ci peuvent toutes être retrouvées (ainsi que les réponses des ministres) sur le site du Sénat (www.senat.fr>vos sénateurs>Jean-Pierre Sueur>questions)

Premier ministre

- Préoccupations des représentants des personnels des services de la jeunesse et des sports (28/11/2002)
- Responsabilités locales (25/06/2004)
- Généralisation de la précarité - CPE (Contrat premier emploi) (27/01/2006)
- La situation des entreprises du secteur automobile (09/02/2007)
- Politique étrangère (21/01/2011)
- Régime des catastrophes naturelles (24/11/2005)
- Procédures de déclaration d'utilité publique et d'expropriation (23/09/2010)

Affaires étrangères

- Responsabilités dans la disparition d'un militant tchadien des droits de l'homme (23/10/2008)
- Avenir de la division de l'écrit et des médiathèques (11/12/2008)
- Conditions d'accès aux archives d'état civil relatives aux Français ayant vécu en Algérie (09/04/2009)
- Réhabilitation des cimetières civils français d'Algérie (09/04/2009)
- Conditions d'accès aux archives d'état civil relatives aux Français ayant vécu en Algérie (07/01/2010)

Affaires sociales

- Projet de décret rétablissant l'évaluation forfaitaire des ressources des jeunes bénéficiaires de l'aide au logement (07/11/2002)
- Situation des associations dans le cadre du contrat emploi solidarité Réponse du Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité (14/11/2002)
- Préconisations de la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (22/05/2003)
- Règles de cumul entre pensions de retraite et pensions de réversion (24/07/2003)
- Aide au retour à domicile des personnes âgées (11/03/2004)

Agriculture, alimentation, monde rural

- Problèmes posés par la taxe d'équarrissage (21/11/2002)

- Formation continue des personnels de l'enseignement agricole public (21/12/2006)
- Plafonnement des recrutements dans les établissements publics d'enseignement agricole (21/12/2006)
- Taux de cotisations sociales des groupements d'employeurs du domaine agricole (08/10/2009)
- Dommages causés aux apiculteurs du fait de l'utilisation en agriculture de substances chimiques (23/09/2010)
- Crédit d'impôt pour le remplacement des agriculteurs en congés (14/10/2010)
- Application de l'article 71 de la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche (25/11/2010)
- Equilibre nutritionnel dans les établissements scolaires (21/04/2011)

Aménagement du territoire, villes

- Installation de connexions de qualité au réseau à haut débit et à l'ADSL (13/03/2003)
- Mise en place de services d'assainissement non collectifs (21/02/2002)
- Délégation interministérielle à la ville (DIV) (29/05/2008)
- Services public dans les territoires (24/06/2011)

Budget

- Rattrapage salarial des personnels du BRGM (27/01/2005)
- Déductibilité de l'actif successoral des indemnités versées aux victimes du distillène t (07/04/2005)
- Réexamen des valeurs locatives des logements du quartier d'Orléans-La Source (19/05/2005)
- Impôt sur le revenu des personnes veuves handicapées ayant élevé un ou plusieurs enfants (01/09/2005)
- Aide de l'État pour l'emploi d'un salarié à domicile (29/12/2005)
- Base de calcul de la taxe d'habitation et des impôts fonciers (02/03/2006)
- Situation des graphistes et designers au regard de l'assujettissement à la taxe professionnelle (27/04/2006)
- Extension de l'exonération de taxe professionnelle aux cinémas d'art et d'essai dépassant 5000 entrées par semaine (25/05/2006)

Veiller à l'application des lois

La Constitution confie aux parlementaires le soin de légiférer et aussi de « contrôler le gouvernement ».

Tout sénateur ou tout député peut ainsi poser des questions à tous les ministres.

La plupart des questions que j'ai posées sont issues de difficultés auxquelles des élus et habitants du Loiret étaient confrontés et dont ils m'ont fait part.

Les réponses aux questions permettent souvent (ou parfois) de préciser la réglementation, l'interprétation de la loi, la jurisprudence. Il arrive aussi parfois (ou souvent ?) que la « langue de bois » prévale. Ce qui entraîne toujours, de ma part, une nouvelle question...

Par nombre de questions, je me suis inquiété de l'application des lois.

Tout gouvernement, tout ministre, dispose en effet dans notre pays, du pouvoir exorbitant de ne pas appliquer les lois votées... Il suffit pour cela qu'il s'abstienne d'en publier les décrets.

Je suis intervenu à plusieurs reprises à ce sujet en séance publique.

Je prends souvent l'exemple d'un article de loi que j'ai réussi à faire voter en 2004 accordant aux femmes dont la mère s'était vue prescrire du distillène – et qui ont souvent à cause de cela des grossesses difficiles – le bénéfice d'un congé maternité aménagé.

Entre le jour du vote de la loi et celui de la parution du second des décrets nécessaires à son application, il s'est passé cinq ans, six mois et quatorze jours. Ce qui est scandaleusement trop long : durant ces cinq années, mes questions et interventions à ce sujet furent pourtant nombreuses.

Il faut assurément réformer cet état de choses.

Jean-Pierre Sueur

- Fiscalité applicable aux établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD) (14/12/2006)
- Demande d'application du taux réduit unique de TVA sur les opérations funéraires (
- Régime fiscal des retraités exerçant une activité d'expert judiciaire près un tribunal (26/02/2009)
- Discriminations à l'égard des ayants droit des fonctionnaires décédés en matière de versement du capital décès (26/03/2009)
- Discriminations à l'égard des ayants droit des fonctionnaires

décédés ayant conclu un pacte civil de solidarité en matière de pension de réversion (26/03/2009)

- Bonifications de retraite pour enfants accordées aux fonctionnaires en cas de naissances multiples (30/04/2009)
- Remboursement des frais de transport des salariés de la fonction publique (28/05/2009)
- Prise en charge des frais de transport pour les agents de la fonction publique (03/09/2009)
- Détermination des valeurs locatives dans le quartier de La Source à Orléans (
- Application aux musiciens de la loi de modernisation de la fonction publique du 2 février 2007) (07/06/2007)
- Commission de recours amiable pour les fonctionnaires de l'État (11/06/2009)
- Conséquences de la suppression du crédit d'impôt en faveur des métiers d'art dans le domaine de l'ameublement (20/05/2010)
- Traitement fiscal de marchandises faisant l'objet de dons à des organismes venant en aide aux personnes en situation de grande précarité (17/06/2010)
- Application du crédit d'impôt en faveur des métiers d'art (27/01/2011)
- Disparités préjudiciables aux retraités de la fonction publique (03/02/2011)
- Bonifications de retraite pour enfants accordées aux fonctionnaires en cas de naissances multiples (17/02/2011)
- Intégration du régime indemnitaire dans les modalités de calcul des droits à pension des directeurs généraux des collectivités territoriales (28/04/2011)
- Révision de la clause de variation de plus du dixième pour la modification de la valeur locative (19/05/2011)
- Mise sous surveillance de la variation des valeurs locatives (19/05/2011)

Collectivités territoriales et locales

- Utilisation abusive de congés de maladie par des agents de la fonction publique territoriale (29/12/2005)
- Publication de la circulaire d'application de la loi n° 2004-1343 pour les contrats d'obsèques (19/10/2006)
- Procédures préalables à la création de chambres funéraires (19/10/2006)
- Indemnisation liée à la sécheresse exceptionnelle de 2003 dans le département du Loiret (08/03/2007)
- Classement des communes en qualité de communes rurales (05/08/2010)
- Accès des titulaires d'un diplôme universitaire d'urbanisme au concours d'ingénieur territorial (05/08/2010)
- Indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003 : attribution des reliquats (25/11/2010)
- Rédaction de l'article L. 2213-14 du code général des collectivités territoriales (02/12/2010)
- Possibilité pour un établissement public de coopération intercommunale d'octroyer les aides aux exploitants d'établissement de spectacles cinématographiques (30/12/2010)
- Application de l'article 15 de la loi du 19 décembre 2008 (28/04/2011)
- Application de l'article 16 de la loi du 19 décembre 2008 (28/04/2011)

Commerce

- Location d'emplacement pour mobile-homes (29/05/2008)
- Dégrouper total imposé à des particuliers par des fournisseurs d'accès à Internet (09/07/2009)
- Réglementation des contrats d'emplacement mobil-homes (16/07/2009)
- Frais et mobilité bancaires (25/11/2010)

Coopération

- Lutte contre le paludisme (14/07/2005)
- Suite de l'enquête relative à la disparition d'un militant tchadien des droits de l'homme (10/03/2011)

Culture

- Situation des intermittents du spectacle (22/11/2001)
- Catalogue électronique des oeuvres des musées (14/02/2002)
- Informatisation des musées français (10/07/2003)
- Informatisation des musées de la région Centre (30/10/2003)
- Usage de la langue française et acheminement du courrier (01/04/2004)
- Place limitée de la musique à la télévision (24/06/2004)
- Principe d'inaliénabilité des collections publiques (17/01/2008)
- Difficultés des organes de presse (25/09/2008)
- Projet de directive européenne sur les annonces judiciaires et légales (25/09/2008)
- Équipement des cinémas indépendants en technologie de projection numérique (11/03/2010)
- Statut des correspondants de presse (22/07/2010)
- Procédure de déclaration d'utilité publique d'une zone d'aménagement concerté à Orléans (23/09/2010)
- Soutien de l'Etat au théâtre de l'Escabeau de Briare (Loiret) (28/04/2011)
- Reconnaissance par l'Etat de la profession d'architecte d'intérieur (19/05/2011)

Défense, anciens combattants

- Mémoire des résistants emprisonnés dans l'ancienne abbaye de Fontevraud (23/01/2003)
- Attribution de la croix du combattant volontaire (06/11/2008)
- Actes de décès des personnes mortes en déportation (17/06/2010)

Ecologie, développement durable

- Service public d'assainissement non collectif (11/07/2002)
- Projet de décret visant à modifier le statut de l'Institut français de l'environnement (IFEN) (04/03/2004)
- Système de tarification de l'eau distribuée (22/04/2004)
- Soutiens financiers aux collectivités locales pour le traitement des déchets ménagers (20/01/2005)
- Usine de traitement des ordures ménagères d'Arrabloy (Loiret) (30/06/2005)
- Comité d'orientation de l'Institut français de l'environnement (21/12/2006)

- Problème de l'assainissement non collectif en « filière compacte » (25/10/2007)
- Distinction des filières « piles » et « batteries » pour la transposition de la directive communautaire 2006/66 « piles et accumulateurs » (08/11/2007)
- Entretien des chaudières à gaz (06/12/2007)
- Évolution des crédits alloués aux réserves naturelles nationales existantes (31/01/2008)
- Projet de transposition en droit français de la directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et abrogeant la directive 91/157/CEE (19/03/2009)
- Consommation d'énergie des équipements ménagers (24/06/2010)
- Dispositions transitoires pour l'application de la suspension de l'obligation d'achat de l'énergie photovoltaïque (03/03/2011 et 28/04/2011)

Economie

- Recyclage des billets par les banques privées (08/08/2002)
- Exigences à caractère vexatoire à l'égard des personnes âgées, malades ou handicapées souhaitant souscrire un contrat d'assurance (08/04/2004)
- Régime fiscal applicable aux auteurs de jeux (01/07/2004)
- Conditions d'attribution de l'aide à la cuve (29/12/2005)
- Conditions d'octroi de l'avoir fiscal destiné à promouvoir l'utilisation du GPL par les particuliers (18/05/2006)
- Exclusion du fioul lourd de l'aide à la cuve (20/07/2006)
- Instauration d'une taxe exceptionnelle sur les bénéfices des compagnies pétrolières françaises (03/08/2006)
- Franchise en base de TVA (28/09/2006)
- Exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes invalides (28/12/2006)
- Application du taux réduit de TVA aux travaux effectués à la suite de la sécheresse de 2003 (05/07/2007)
- Tarif pratiqué par La Poste pour l'envoi de télécopies (05/07/2007)
- Demande d'application du taux réduit unique de TVA sur les opérations funéraires (12/07/2007)
- Subvention d'installation pour les travailleurs handicapés (28/02/2008)
- Taux de TVA applicable aux travaux des habitations endommagées par la sécheresse de 2003 (24/04/2008)
- Faiblesse du montant des frais funéraires déduits du montant de l'actif de la succession (02/10/2008)
- Interprétation manifestement erronée de l'article 102 de la loi de modernisation de l'économie (09/10/2008)
- Avenir de la statistique publique en France (06/11/2008)
- Régime fiscal des retraités exerçant une activité d'expert judiciaire près un tribunal (26/02/2009)
- Avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile (12/03/2009)
- Modalités de mise en oeuvre des assurances sur la vie et des assurances d'emprunt immobilier en cas de décès (26/03/2009)
- Avenir des directions départementales de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

(21/05/2009)

- Conditions d'attribution de l'aide à la cuve (02/07/2009)
- Agrément des organismes de services à la personne pour les entreprises d'insertion (16/07/2009)
- Conséquences de la réforme de la taxe professionnelle sur la péréquation versée aux petites communes riveraines d'une centrale nucléaire (18/03/2010)
- Réglementation applicable aux contrats d'obsèques (07/04/2005)
- Application du taux réduit de TVA aux travaux effectués à la suite de la sécheresse de 2003) (08/03/2007)
- Régularisation des opérations effectuées à la suite de la parution des circulaires des 7 et 28 août 2008) relatives à l'article 102 de la loi LME (22/04/2010)
- Conséquences de la suppression du crédit d'impôt en faveur des métiers d'art dans le domaine de l'ameublement (20/05/2010)
- Affectation des aides aux personnes en difficulté pour faire face aux dépenses d'énergie (17/06/2010)
- Traitement fiscal de marchandises faisant l'objet de dons à des organismes venant en aide aux personnes en situation de grande précarité (17/06/2010)
- Frais et mobilité bancaires (25/11/2010)
- Allocations obsèques versées en cas de décès de mineurs de moins de douze ans (25/11/2010)
- Ressources des communes riveraines d'une centrale nucléaire (30/06/211)

Education

- Situation des chefs de travaux (20/12/2001)
- Partition des collèges accueillant un grand nombre d'élèves (03/01/2002)
- Diffusion des publications universitaires (14/02/2002)
- Situation des jeunes docteurs agents de développement des nouvelles technologies auprès des IUFM (14/02/2002)
- Situation des éditions universitaires françaises (11/07/2002)
- Formation des enseignants sur les troubles du langage chez les enfants (11/07/2002)
- Situation des éditions universitaires françaises (21/10/2004)
- Initiation des élèves à la gestion du budget familial (30/12/2004)
- Bonification pour enfant des maîtresses auxiliaires devenues enseignantes (22/09/2005)
- Formation des jeunes au secourisme et à la sécurité civile (20/10/2005)
- Formation des jeunes au secourisme et à la sécurité civile La question a été retirée (20/10/2005)
- Indemnisation des heures supplémentaires des conseillers pédagogiques départementaux de l'académie d'Orléans-Tours (12/04/2007)
- Suppression prévue de postes de contrats aidés (19/07/2007)
- Carence de PLP et certifiés en génie civil dans les lycées professionnels (18/10/2007)
- Exonération fiscale des heures supplémentaires (07/08/2008)
- Fiscalité des heures supplémentaires de préparation des élèves aux concours des grandes écoles (25/09/2008)

- Situation des infirmières diplômées d'État titulaires de la fonction publique hospitalière enseignant dans les lycées professionnels (13/11/2008)
- Crédits réellement attribués aux lycées au titre des fonds sociaux (12/02/2009)
- Date de départ en retraite des fonctionnaires de l'éducation nationale (22/10/2009)
- Formation en biologie et en géologie (13/05/2010)
- Responsabilité des chefs d'établissement aux abords des établissements scolaires (31/03/2011)
- Aide administrative des directeurs d'école (28/04/2011)

Enseignement supérieur

- Attribution des primes d'encadrement doctoral et de recherche (05/07/2007)
- Mise à niveau des bourses pour critères sociaux attribuées aux étudiants en école de commerce (19/07/2007)
- Bourses de doctorat pour ingénieurs du CNRS (29/11/2007)
- Retraite des enseignants-chercheurs et des chercheurs (13/12/2007)
- Bourses sur critères sociaux pour les étudiants des grandes écoles de commerce (22/05/2008)
- Réponses du Gouvernement aux mouvements dans les universités (03/04/2009)
- Attribution des primes d'encadrement doctoral et de recherche (28/09/2006)

Famille

- Seuil de versement de l'allocation de logement (15/07/2004)
- Discriminations à l'égard des ayants droit des fonctionnaires décédés en matière de versement du capital décès (26/03/2009)
- Discriminations à l'égard des ayants droit des fonctionnaires décédés ayant conclu un pacte civil de solidarité en matière de pension de réversion (26/03/2009)

Fonction publique

- Installation de connexions de qualité au réseau à haut débit et à l'ADSL (13/03/2003)
- Devenir des services régionaux de la jeunesse et des sports (19/02/2004)
- Droits à la retraite des femmes fonctionnaires (29/04/2004)
- Conditions à remplir pour l'octroi de la bonification d'un an par enfant (22/09/2005)
- Validation des périodes de vacation dans la fonction publique pour la prise en compte des droits à la retraite (12/07/2007)
- Absence de texte d'application pour la fonction publique du décret n° 2006-773 du 30 juin 2006) (19/07/2007)
- Date d'application aux salariées de la fonction publique du droit au congé maternité spécifique pour les femmes exposées in utero au distillène (27/09/2007)
- Congé de maternité spécifique pour les femmes fonctionnaires exposées in utero au distillène (20/12/2007)
- Situation des ingénieurs des travaux publics de l'État (09/12/2010)

Industrie

- Service minimum d'électricité aux personnes défavorisées (23/12/2004)
- Production d'électricité par éoliennes (23/12/2004)
- Seuil des installations concernées par l'obligation d'achat de l'électricité éolienne (23/12/2004)
- Tarif pratiqué par La Poste pour l'envoi de télécopies (01/02/2007)
- Persistance des zones blanches (25/08/2011)

Intérieur

- Statistiques sur les sapeurs-pompiers volontaires (20/12/2001)
- Conditions de fonctionnement des conseils municipaux incomplets (11/07/2002)
- Circulaire du 10 novembre 2000 relative à la gestion des déchets (01/08/2002)
- Inadaptation du régime d'attribution de la DGE aux investissements importants des petites communes (21/11/2002)
- Obligations de sécurité incendie pour les maires de communes rurales (18/09/2003)
- Formation professionnelle des élus dans le domaine funéraire (02/10/2003)
- Coopération entre polices municipales pour les contrôles de vitesse (05/02/2004)
- Temps de formation des sapeurs-pompiers volontaires (19/02/2004)
- Déconcentration des procédures de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle (12/08/2004)
- Conséquences de la canicule de l'été 2003 (04/03/2005)
- Contrats d'obsèques (26/05/2005)
- Réglementation relative au droit funéraire (13/10/2005)
- Utilisation abusive de congés de maladie par des agents de la fonction publique territoriale (29/12/2005)
- Programme du concours d'attaché d'administration (30/11/2006)
- Procédures préalables à la création de chambres funéraires (05/07/2007)
- Indemnisation liée à la sécheresse exceptionnelle de 2003 dans le département du Loiret (05/07/2007)
- Réglementation relative à l'inhumation des personnes décédées à l'hôpital sans famille ni ressources (05/07/2007)
- Information sur la réglementation des opérations funéraires (05/07/2007)
- Modalités des reconduites à la frontière au regard des textes internationaux (02/08/2007)
- Identification des personnes enterrées anonymement (02/08/2007)
- Défense extérieure contre l'incendie (23/08/2007)
- Coûts des travaux dans les écoles des petites communes (10/01/2008)
- Indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003 (17/01/2008)
- Manifestations à caractère historique et culturel (18/09/2008)
- Pluralisme au sein des conseils communautaires des communautés d'agglomération (26/03/2009)
- Création de deux nouveaux fichiers de renseignements

(23/10/2009)

- Frais funéraires (03/12/2009)
- Indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003 : attribution des reliquats (25/11/2010)
- Conseils municipaux de communes de moins de 3 500 habitants incomplets en cours de mandat (02/05/2002)
- Conséquences de la sécheresse de 2003) La question a été retirée (02/03/2005)
- Information sur la réglementation des opérations funéraires (29/09/2005)
- Régime des catastrophes naturelles (24/11/2005)
- Réglementation des opérations de crémation en matière d'hygiène (26/01/2006)
- Réglementation relative à l'inhumation des personnes décédées à l'hôpital sans famille ni ressources (19/10/2006)
- Mise en place d'un dispositif de sortie de la dotation de solidarité rurale (29/07/2010)
- Procédures de déclaration d'utilité publique et d'expropriation (23/09/2010)
- Recensement des gens du voyage (18/11/2010)
- Révolutions arabes et immigration (29/04/2011)
- Renonciation aux droits sur une concession funéraire (21/07/2011)
- Problèmes de sécurité posés dans les communes associées (25/08/2011)

Jeunesse

- Situation des chefs de travaux (11/07/2002)
- Situation des conseillers pédagogiques (24/10/2002)
- Suppression de postes au sein de l'éducation nationale (15/11/2002)
- Préoccupations des représentants des personnels des services de la jeunesse et des sports (28/11/2002)
- Mise en conformité des locaux du CRDP de l'académie d'Orléans-Tours (20/11/2003)
- Situation des éditions universitaires françaises (11/07/2002)
- Réglementation relative au travail des apprentis (17/06/2004)
- Versement du revenu de solidarité active (01/07/2010)

Justice

- Application de la loi relative à la prestation compensatoire en matière de divorce et réforme du partage des pensions de réversion (07/02/2002)
- Suppression du droit de timbre pour les requêtes devant une juridiction administrative (28/11/2002)
- Situation des agents des greffes des juridictions administratives (28/11/2002)
- Importance et conséquences du taux élevé d'occupation à la maison d'arrêt d'Orléans (08/05/2003)
- Enquêtes sociales préalables aux décisions des juges aux affaires familiales (12/06/2003)
- Réforme de la protection juridique des majeurs (17/07/2003)
- Placement extérieur des détenus (31/07/2003)
- Réglementation de la profession de généalogiste successoral (30/09/2004)
- Coût de la procédure de mise sous tutelle des majeurs pour

les requérants (10/02/2005)

- Réforme de la procédure civile (29/09/2005)
- Circulaire consacrée aux éventuels contentieux suite à la mise en oeuvre du CNE (27/04/2006)
- Inquiétudes suscitées par le dispositif prévu à l'article 29 du projet de loi sur la participation et l'actionnariat salarié (19/10/2006)
- Accès aux huissiers de justice (05/07/2007)
- Accueil des jeunes étrangers mineurs en France (05/07/2007)
- Situation des conseillers d'insertion et de probation (05/06/2008)
- Propriétés touristiques en temps partagé (31/07/2008)
- Délais de recours devant les juridictions administratives et ralentissement du procès pénal (29/01/2009)
- Situation des majeurs protégés déclarés incapables d'organiser un raisonnement (07/05/2009)
- Respect des règles et des délais prévus à l'article 353 du code civil (21/05/2009)
- Opportunité d'informer la commune de naissance d'un enfant lors du placement en vue d'adoption de ce dernier (21/05/2009)
- Interprétation restrictive de l'article 61 du code civil relatif au changement de nom (10/12/2009)
- Fonctionnement et indépendance de la justice (05/02/2010)
- Correspondances et communications entre le Contrôleur général des lieux de privation de liberté et les détenus (20/05/2010)
- La justice, le point sur les réformes (09/06/2010)
- Livret de famille pour les couples ayant contracté un pacte civil de solidarité et dont l'un des conjoints est étranger, né à l'étranger (08/07/2010)
- Fonctionnement de la justice (01/10/2010)
- Indépendance de la magistrature (25/11/2010)
- Accès aux huissiers de justice (03/05/2007)
- Mise en place d'un nouveau dispositif permettant de distinguer les doubles noms des noms composés (10/02/2011)
- Propriété des données fournies par les "boîtes noires" de certains véhicules automobiles (10/02/2011)
- Immeubles en jouissance à temps partagé (19/05/2011)
- Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 28 avril 2011 (02/06/2011)

Logement

- Evolution des conditions de prise en charge des besoins médicaux en milieu rural (06/12/2001)
- Schéma d'organisation de la transfusion sanguine (18/07/2002)
- Difficultés rencontrées par les personnes souffrant de maladies orphelines (13/11/2003)
- Aide au retour à domicile des personnes âgées (11/03/2004)
- Seuil de versement de l'allocation de logement (15/07/2004)
- Aide personnalisée au logement (13/09/2007)
- Statut de la copropriété des immeubles bâtis (21/02/2008)
- Simplification de la procédure de délivrance des autorisations d'occupation des sols (04/02/2010)

PME

- Détournement des dispositions législatives relatives à l'urbanisme commercial (22/01/2004)
- Mention du métier de taillandier dans la liste des métiers de l'artisanat d'art (31/03/2005)

Santé

- Exonération de la CSG en fonction des dépenses liées à la dépendance (22/07/2004)
- Congés maternité des femmes ayant été exposées au distilbène (29/09/2005)
- Indemnités d'éloignement (12/10/2006)
- Conditions d'application du décret n° 2006-965 relatif aux décès dans les établissements de santé (19/10/2006)
- Indemnités d'éloignement Q (15/01/2004)
- Pensions de retraite des parents d'enfants handicapés (25/11/2004)
- Indemnités journalières des intermittentes du spectacle en congé de maternité (24/03/2005)
- Financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale de l'activité médico-légale thanatologique et victimologique (30/06/2005)
- Prise en charge des soins dentaires effectués sous anesthésie générale (03/11/2005)
- Expertises de l'INSERM en matière de santé mentale (10/11/2005)
- Situation des personnes handicapées titulaires d'une pension d'invalidité (15/12/2005)
- Indemnisation des veuves retraitées (22/12/2005)
- Respect de l'obligation de télétransmission par les professionnels de santé (29/12/2005)
- Réglementation des opérations de crémation en matière d'hygiène (26/01/2006)
- Couverture sociale française après une période de travail au sein de l'Union européenne (08/02/2007)
- Fonds d'indemnisation pour les victimes du distilbène (28/06/2007)
- Indemnités journalières des intermittentes du spectacle en congé de maternité (05/07/2007)
- Expertises de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale en matière de santé mentale (05/07/2007)
- Couverture sociale française après une période de travail au sein de l'Union européenne (05/07/2007)
- Situation des personnes atteintes de fibromyalgie (27/12/2007)
- Situation des personnes atteintes de polykystose rénale (14/02/2008)
- Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) (22/05/2008)
- Surconsommation médicamenteuse (31/07/2008)
- Absence de médecin généraliste dans le Comité de lutte contre la grippe (02/10/2008)
- Conditions d'ouverture du droit aux prestations en espèces pour les salariés à temps partiel (30/04/2009)
- Régulation de l'offre de soins infirmiers dans le département du Loiret (21/05/2009)
- Vigilance à l'égard de la prescription et de l'utilisation des

médicaments de la classe des benzodiazépines et apparentés (04/06/2009)

- Prise en charge des soins dentaires effectués sous anesthésie générale (05/11/2009)
- Réglementation des opérations de crémation en matière d'hygiène (12/11/2009)
- Situation de l'hôpital de Pithiviers (18/03/2010)
- Vente de médicaments sur Internet (03/06/2010)
- Formation des psychologues et décret relatif au titre de psychothérapeute (29/07/2010)
- Schéma d'organisation de la transfusion sanguine (11/04/2002)
- Indemnités d'éloignement (15/01/2004)
- Prise en charge des soins dentaires effectués sous anesthésie générale (05/07/2007)
- Financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale de l'activité médico-légale thanatologique et victimologique (05/07/2007)
- Respect de l'obligation de télétransmission par les professionnels de santé (05/07/2007)
- Réglementation des opérations de crémation en matière d'hygiène (05/07/2007)
- Fonds DES (20/12/2007)
- Recommandations de l'Institut de veille sanitaire sur les risques d'infection par le VIH chez les homosexuels masculins (17/01/2008)
- Pérennité du financement des soins palliatifs (31/07/2008)
- Soins de conservation du corps des personnes atteintes du SIDA (21/05/2009)
- Refus d'établissement d'un certificat de décès par un médecin de garde (20/08/2009)
- Financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale de l'activité médico-légale thanatologique et victimologique (05/11/2009)
- Baisse de subventions aux associations de lutte contre le sida suite à la mise en place des agences régionales de santé (01/04/2010)
- Facturation des soins en établissement de santé lors du décès du patient (22/04/2010)
- Conditions assurantielles des obstétriciens, anesthésistes et chirurgiens libéraux (05/08/2010)

Sécurité sociale

- Publication du décret accordant une retraite majorée aux fonctionnaires handicapés (21/09/2006)
- Situation des personnes handicapées titulaires d'une pension d'invalidité (15/12/2005)
- Couverture sociale française après une période de travail au sein de l'Union européenne (08/02/2007)

Solidarité

- Allocation personnalisée d'autonomie (14/12/2001)
- Situation des personnes souffrant d'un handicap psychique (17/07/2003)
- Pensions de retraite des parents d'enfants handicapés (25/11/2004)
- Mesures en faveur des femmes exposées au dystilbène (02/03/2005)

- Mise en oeuvre de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (10/03/2005)
- Indemnités journalières des intermittentes du spectacle en congé de maternité (24/03/2005)
- Accueil des jeunes étrangers mineurs en France (19/05/2005)
- Situation des personnes handicapées titulaires d'une pension d'invalidité (05/07/2007)
- Calcul de l'allocation adulte handicapé (06/12/2007)
- Application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (24/01/2008)
- Subvention d'installation pour les travailleurs handicapés (28/02/2008)
- Formation à la conduite automobile et préparation au permis de conduire pour les personnes handicapées et à mobilité réduite (13/03/2008)
- Prise en charge des frais de transport pour les personnes handicapées (15/01/2009)
- Soutien aux « enfants volés de La Réunion » (12/02/2009)
- Conditions d'application du forfait transport (05/11/2009)
- Calcul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (10/12/2009)
- Régularisation par le travail des ressortissants tunisiens (29/04/2010)
- Versement du revenu de solidarité active (01/07/2010)
- Rôle des commissions départementales d'aide sociale (10/02/2011)

Sports

- Devenir des services régionaux de la jeunesse et des sports (19/02/2004)
- Réglementation des épreuves d'athlétisme (31/07/2008)

Transports, équipement

- Situation au regard de la loi SRU des communes dont la majeure partie du territoire est en zone inondable (02/05/2002)
- Application de la loi SRU dans des communes situées majoritairement en zones inondables (11/07/2002)
- Fonds de solidarité pour le logement (23/01/2003)
- Place des jardins dans la ville (17/07/2003)
- Situation des communes en zone inondable au regard des dispositions de la loi SRU sur le logement social (08/09/2005)
- Projet de train à grande vitesse Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (01/02/2007)
- Modalités des reconduites à la frontière au regard des textes internationaux (02/08/2007)
- Formation à la conduite automobile et préparation au permis de conduire pour les personnes handicapées et à mobilité réduite (13/03/2008)
- Révision du nombre d'heures prévues pour la formation initiale et continue des conducteurs de transport routier de voyageurs (24/04/2008)
- Qualité de la formation des conducteurs de car aux premiers secours (24/07/2008)
- Formation des conducteurs de transports routiers de personnes aux premiers secours (18/09/2008)

- Certificats de navigabilité d'aéronefs (26/02/2009)
- Transport par avion des dépouilles mortelles (19/11/2009)
- Maintien de la gare de Briare (18/02/2010)
- Sécurité des voyageurs à la gare de Fontenay-sur-Loing dans le Loiret (05/08/2010)
- Sécurité des voyageurs à la gare de Fontenay-sur-Loing (24/02/2011)

Travail, emploi

- Préconisations de la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (22/05/2003)
- Réglementation relative au travail des apprentis (17/06/2004)
- Exonération de la CSG en fonction des dépenses liées à la dépendance (22/07/2004)
- Situation des communes en zone inondable au regard des dispositions de la loi SRU sur le logement social (08/09/2005)
- Attribution aux propriétaires de résidences mobiles terrestres des prestations logement (27/04/2006)
- Congé de soutien familial (28/06/2007)
- Indemnités journalières des intermittentes du spectacle en congé de maternité (05/07/2007)
- Couverture sociale française après une période de travail au sein de l'Union européenne (05/07/2007)
- Situation des personnes handicapées titulaires d'une pension d'invalidité ° (05/07/2007)
- Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) (22/05/2008)
- Rémunération obligatoire pour les stages étudiants de plus de trois mois (05/06/2008)
- Financement des gratifications obligatoires des stages étudiants (05/06/2008)
- Conséquences de l'allongement soudain de la durée de cotisation pour les personnes ayant commencé à travailler tôt et souhaitant partir à la retraite avant l'âge de 60 ans (09/10/2008)
- Agrément des organismes de services à la personne pour les entreprises d'insertion (16/07/2009)
- Détermination du montant des indemnités de licenciement d'un employé de maison en cas de décès de l'employeur (10/12/2009)
- Situation des associations d'aide et de soins à domicile (18/03/2010)
- Statut des correspondants de presse (22/07/2010)
- Conditions d'application du forfait transport (28/06/2007)
- Indemnisation des veuves retraitées (05/07/2007)
- Respect de l'obligation de télétransmission par les professionnels de santé (05/07/2007)
- Financement des espaces de rencontre parents-enfants (29/05/2008)
- Soutien aux « enfants volés de La Réunion » (12/02/2009)
- Conditions d'ouverture du droit à l'allocation de retour à l'emploi (18/06/2009)
- Vide juridique concernant l'inaptitude à reprendre le travail et l'exécution d'un préavis (09/07/2009)
- Indemnisation des veuves retraitées (05/11/2009)
- Conditions d'application du forfait transport (05/11/2009)
- Calcul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (10/12/2009)
- Cotisations de retraite des apprentis (20/05/2010)
- Situation de l'entreprise ROXEL à La Ferté-Saint-Aubin (17/06/2010)
- Préoccupations des responsables de structures conventionnées par l'État au titre des ateliers et chantiers d'insertion (05/08/2010)
- Application du principe de portabilité du droit individuel à la formation (25/11/2010)

Interventions pour le Loiret et sur des sujets d'intérêt général

On trouvera ci-dessous la liste des principales interventions, déclarations, prises de position de Jean-Pierre Sueur sur des sujets concernant le Loiret et sur des questions d'intérêt général. Cette liste est loin d'être exhaustive. Chaque titre d'intervention, de déclaration ou de prise de position, renvoie au numéro de *La Lettre* biannuelle de Jean-Pierre Sueur dans laquelle elle est reproduite ou résumée. Toutes ces *Lettres* peuvent être consultées sur le site de Jean-Pierre Sueur (www.jpsueur.com>La Lettre).

Interventions pour le Loiret

	Numéros de <i>La Lettre</i> concernés
A	
ADAMIF	16
Agence de l'Eau Loire-Bretagne	9
Agriculture	
Producteurs de fruits du Loiret	9 et 10
Xavier Beulin, président de la FNSEA	18
ALTADIS Fleury les Aubrais 14	
Alcatel	
Alcatel Lucent CIT Ormes	2, 11, 12, 15
ANTEA	4
APLEAT	4
Ascher, François	15
B	
Balmoral, Théodore	
Théodore Balmoral	16
Banque de France	
Maintien de la Banque de France à Montargis	3
Bouilly Gérard	
Peinture : Gérard Bouilly à Châteauneuf sur Loire	13
Brandt Cooking	1
BRGM	9
C	
Cazenove, Yoland	15
CERCIL	
Un centre de mémoire	18
CFEC Outarville	1
Chamerolles	
A propos de Chamerolles	15
Charié, Jean-Paul	15
Chemin de la Dame Blanche	15
Chevry sous le Bignon	
Des peintures murales du XIV ^e siècle	
remarquablement restaurées	17
CHRO	
Centre hospitalier régional d'Orléans	2, 5 et 9
CIGAP de la Poste	
CIGAP	14
Cléry	
Le destin des femmes de la Révolution Française	15
Cochereau, Jean-Marc	
Merci Jean-Marc Cochereau !	18
Cœur du Pithiverais	16
Complexes cinématographiques d'Orléans	16
Consulat du Portugal à Orléans	11 et 13
CRDP d'Orléans-Tours	
CRDP d'Orléans-Tours	4 et 5
D	
Découpage électoral du Loiret	15
Déplacement du Loiret vers l'Île de France	14
Deslaugiers, François	16
Deutsch Saint-Jean de la Ruelle	14
Diabétiques	
Association des diabétiques du Loiret	7
Dis seulement une parole... de Sylvie Blanchet	16
DIT	
DIT (EDF-GDF) : 50 emplois sauvés	3
Domaine de Soulaire	
Saint-Pryvé Saint-Mesmin	10
Douanes	
Brigade d'intervention des Douanes d'Orléans	4 et 7
Durand, Guy	15

Du Loiret au Sénat, et inversement...

Je n'imagine pas un parlementaire « hors sol », qui ne serait pas l' élu d'un département.

Je puis témoigner que le contact constant avec les habitants, les élus, les responsables d'associations, de syndicats, les chefs d'entreprise... et avec tous les citoyens qui nous sollicitent est infiniment précieux.

On ne parle pas de la même manière à la tribune ou dans l'hémicycle du Sénat quand on a rencontré des salariés, des chômeurs, des personnes aux prises avec des problèmes fiscaux ou avec le surendettement, des créateurs d'entreprise, des agriculteurs, des artisans, des universitaires, des chercheurs, des médecins, des personnels soignants... Et la liste est loin – très loin – d'être exhaustive.

Chaque jour, le poids des difficultés rencontrées, des souffrances endurées et des espoirs partagés par nos concitoyens nous renvoie à la réalité.

Il est indispensable d'être présent au Parlement et d'être tout autant présent dans le département. C'est par ce perpétuel « va et vient » que l'on peut contribuer à restaurer la confiance – aujourd'hui dégradée – entre nombre de nos concitoyens et la politique. **Jean-Pierre Sueur**

E	
Emploi dans le Loiret.....	8
Équipementiers automobile.....	14 et 15
F	
Faurecia	
Faurecia Beaugency.....	8
Faurecia Nogent-sur-Vernisson.....	10
Festival d'Ardon	
Chasse au Festival d'Ardon.....	18
Foire aux arbres de Sandillon.....	16
Fonderies de Meung-sur-Loire.....	9
FRAC Centre	
La « première pierre ».....	16
G	
Gagnon, Emile.....	16
Gemalto.....	11, 12, 13, 15, 16, 17
H	
Handicapés	
Postes adaptés aux personnes handicapées.....	13
Hitachi Ardon.....	10
Hôpital de Montargis	
Dix millions de francs pour l'hôpital.....	1
Hutchinson.....	12
I	
Ibni Oumar Mahamat Saleh.....	13, 14, 16 et 17
IFEN.....	5, 13 et 14
IHRT	
L'IHRT du CNRS doit rester à Orléans.....	11
Inondations de Beaulieu sur Loire.....	1
INSEE	
Jean-Pierre Sueur défend un service public de la statistique dans tous les territoires.....	14
Isochem.....	16
IUFM	
Rattachement de l'IUFM à l'Université d'Orléans.....	11
IUT d'Orléans.....	9

J

Juranville	La municipalité sauve un tableau un tableau de J.B. Poncet.....	15
Justice	Carences de postes de juges aux affaires familiales au Tribunal d'Orléans.....	11
	Soutien aux magistrats.....	18
	Tribunal de Grande Instance d'Orléans.....	1

L

Leclère, Roger	.....	11
Lexmark	Boigny-sur-Bionne et Orléans.....	9 et 16
Loire, patrimoine mondial de l'Humanité.....		8
Lycée Benjamin-Franklin d'Orléans.....		7
Lycée Maréchal-Leclerc de Saint-Jean de la Ruelle.....		10

M

Mac Neil	Mac Neil Manufacturing (ex Pfizer).....	12 et 14
Maison d'arrêt d'Orléans	6, 14 et 15.....	Maison d'arrêt d'Orléans et loi pénitentiaire 14
	Sureffectifs à la Maison d'arrêt d'Orléans.....	3
	Une nouvelle maison d'arrêt dans le Loiret.....	1

Maison de la Justice et du Droit d'Orléans La Source	10
Malichaud - Ormes	3
Mariam Sylla Régularisation de Mariam Sylla	10
Marie d'Orléans au Musée du Louvre	13
Maternité de Pithiviers	3
Maurice Quentin de la Tour	18
Médiateur de la République	8
Médiathèque d'Orléans	15
Meilleurs Apprentis de France	18
Météo France Météo France	14
Michelin La Chapelle Saint-Mesmin.....	11
Musée des Beaux-Arts « Le cheval et la danseuse » au Musée des Beaux-Arts	11

N

Nocturnes de Ferrières	15
Novartis (Orléans La Source)	16

O

Orgues d'Amilly Orgues d'Amilly	16
Orléans Un dossier dans le magazine Géo	16
Orléans-Münster : cinquante ans	17

P - Q

Parrainages d'enfants de parents étrangers sans papiers	10
Permanenciers assistants de régulation médicale des Samu et centres 15	17
Phlipps Philips-Dreux.....	16
Pithiviers-le-Vieil Autopsies : A propos de la légitime colère d'une habitante de Pithiviers-le-Vieil	18
Police nationale Effectifs de la Police nationale à Orléans	3
Présence de la Police nationale dans l'agglomération d'Orléans	2
Proma Proma (Gien)	14, 15, 16, 17
Quelle Saran	13

R

Recherche Assises régionales de la recherche	6
Régie de quartier Repères	14
Rohm & Hass	15
Roth, Jean-Pierre	15
Roxel Roxel (La Ferté Saint-Aubin)	16 et 17

S

Saint-Gobain Courtenay	8
Saint-Martin d'Abbat Les artistes de Saint-Martin d'Abbat exposés au musée de la Poste à Paris	18
Samu 45	16
Sarkozy, Nicolas Après la visite de Nicolas Sarkozy	18
SCA SCA.....	15
SIFA Menaces de licenciements à la SIFA	11
Sinistrés de la sécheresse	8, 11, 12, et 13
SNCF A propos du TGV « Grand Centre »	17
Desserte ferroviaire de Gien, Briare, Nogent sur Vernisson, Montargis	14
Gare de Briare	16
Liaison ferroviaire Montargis — Cosnes sur Loire	13
Ligne SNCF Paris-Orléans-Tours.....	16
POLT.....	3 et 5
Pour une desserte du Loiret par TGV.....	11
SNCF Réseau TGV	11
Sécurité à la gare de Fontenay sur Loing	18
Soulages Soulages, chercheur de lumière	16

T - U - V

3M Santé Pithiviers	14
Tanneries d'Amilly	15
Thalès Air Defence	6

Théâtre	A propos de Partage du Midi, du théâtre d'Orléans... de Jean-Louis Barrault, d'Antoine Vitez, de Valérie Dréville et de Gérald Antoine.....	14
Université d'Orléans	Financement de l'Université d'Orléans	14
Urgentistes	Soutien aux urgentistes	12
Vins de l'Orléanais	Appellation d'Origine Contrôlée pour les vins de l'Orléanais	1 et 10

Interventions sur des sujets d'ordre général

Numéros de *La Lettre* concernés

A		
ABF	ABF : Le patrimoine à l'encan.....	15
	Le Sénat rétablit l'avis conforme des ABF.....	15
Accoyer	Amendements Accoyer	12
AFPA	.....	4
Agriculture	Agriculteurs retraités.....	9
	L'indispensable régulation	16
	Négociations Union européenne/Mercosur sur l'éthanol.....	5 et 6
	Prix de l'énergie	5
	Agriculture et grande distribution	2
	Calamités agricoles	5
	Charte « Fruits, légumes et société »	7
	Gel touchant les productions fruitières	3 et 4
	Producteurs de fruits	10 et 11
	Producteurs de fruits et légumes	8
	Producteurs de lait	11 et 15
	Producteurs de pommes.....	8
	Retraite complémentaire des agriculteurs	1
	Retraites agricoles	7
Allocations logement	Allocations logement.....	7
Anciens combattants	Anciens combattants	7, 10 et 14
Associations	Soutien aux associations	9
Aung San Suu Kyi	.....	15
Autoentrepreneurs	.....	15 et 16
Autopsies judiciaires	La proposition de loi de Jean-Pierre Sueur définitivement adoptée par le Parlement	18
B - C		
Bonus écologique	.....	13
Catastrophe financière	.....	14
Cécile	.....	14
Chine	Notes sur la Chine	17
Contrat obsèques	Publication de la circulaire sur les « contrats obsèques »	11
Contrats obsèques	.....	7
Convention européenne des droits de l'homme	.....	2
Crédit impôt recherche	.....	18
D		
Décentralisation	.....	6
Déontologie de la sécurité	18	
Dépendance	.....	18
Désertification médicale	11 et 15	
Distilbène	Distilbène	10 et 15
Dollé, Jean-Paul	Jean-Paul Dollé, écrivain et philosophe	18
Droit d'asile	Droit d'asile	3, 6, 8 et 11
E		
Education	Avenir de la voie technologique dans les lycées.....	16
	Priorité éducation	14
	Réforme des baccalauréats STI	12
ENA	Simplification du droit : la suppression du classement de sortie de l'ENA ouvrirait la porte au favoritisme	18
Euroméditerranée	Le défi de l'Euroméditerranée	17

Europe	450 millions d'Européens.....	5
	Europe : pourquoi je suis pour le « oui »	6
F		
Ferrat, Jean	.....	16
Franchises médicales	.....	12 et 13
G		
Garde à vue	Présence des avocats lors des gardes à vue.....	16
GREF	Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières	1
H		
Haïti	Pour Haïti	16
Handicapés	.....	9
Hessel, Stéphane	« Indignez-vous ! »	18
Hôpital	.....	5 et 15
I		
Identité nationale	Débat sur « l'identité nationale »	16
Impôts	Baisse de l'impôt sur le revenu	4
Ingrid Bétancourt	Pour Ingrid Bétancourt	9
Internes des hôpitaux	Situation des internes des hôpitaux.....	1
J		
Japon	.....	18
Justice	Aide juridictionnelle.....	1 et 11
	Loi pénitentiaire.....	16
	Retour au principe de l'encellulement individuel	16
L		
L'Enfer d'Henri-Georges Clouzot	.....	16
La diplomatie de l'énervement	.....	18
Les épines et les roses de Robert Badinter	.....	18
Lévi-Strauss, Claude	.....	15
LOPSSI 2	Des décisions très remarquables du Conseil Constitutionnel	18
M		
Maladie d'Alzheimer	.....	6
Maladies orphelines	.....	13
Malraux et Paris	.....	17
Martin, Hélène	Un événement artistique très méconnu	18
Médiateur de la République	16	
Métiers d'art	Métiers d'art.....	16 et 18
Mourad M'Hamou	Mourad M'Hamou peut revenir en France.....	13
N		
Nicoli, Marie-José	Une place Marie-José Nicoli à Paris	13
Nigéria	.....	1
Non à l'instrumentalisation des religions	.....	18
Notre Jeunesse	Les cent ans de Notre Jeunesse	18
O - P		
Orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie	.....	6
Parcs naturels	Financement des parcs naturels.....	9
Parlement	L'absurde loi du chronomètre	15
Pensions des veuves d'anciens combattants	.....	6
Photovoltaïque	.....	18
Politique de la Ville	Politique de la Ville et banlieues	16
	Le cri d'alarme de Claude Dilain	17
Prix « Jean-Zay »	Le prix "Jean-Zay" attribué à Pierre Joxe	18
Py, Olivier	Le limogeage d'Olivier Py du Théâtre de l'Odéon : une décision absurde !	18
	Une pièce d'Olivier Py sur François Mitterrand et la mort	18
R		

Radio France	.....	5
Radios locales indépendantes	.....	5
Recherche	.....	5
Récidive	Projet de loi sur la récidive.....	16
	Récidive : faut-il perpétuellement légiférer.....	15
Réforme territoriale	Sept premières remarques.....	15
Rétention de sûreté	Projet de loi sur la rétention de sûreté.....	12
S		
Semaine de quatre jours :	une décision improvisée, démagogique et pénalisante.....	13
SNCF	25e anniversaire du TGV.....	10
Solidarité ou démagogie	6	
Souvenirs et solitude	Souvenirs et solitude de Jean Zay en livre de poche.....	18
Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière	.....	17
Sur un adjectif	.....	14
Sur un nuage	.....	16
T		
Tarifs du gaz et de l'électricité	.....	13
Taxe professionnelle	Taxe professionnelle, effets d'annonce et collectivités locales.....	14
Travail du dimanche	A propos du travail du dimanche.....	12
Tunisie	Tunisie.....	18
	Tunisie : diplomatie et droits de l'Homme.....	13
	Tunisie : les difficiles chemins de la liberté.....	18
TVA	TVA à 5,5 % sur les travaux.....	8
	TVA réduite pour le bâtiment et les travaux publics.....	4
	TVA réduite pour l'ensemble des prestations funéraires.....	11
V		
Verneuil (rue de)	33, rue de Verneuil.....	16
Vétérans des essais nucléaires	.....	10
Veuves d'Anciens Combattants	.....	4
Violences urbaines	.....	8

Récapitulatif des *Lettres*

N°.	Parution	Editorial
1.	Mars 2002.....	<i>Avec vous</i>
2	Décembre 2002.....	<i>République et décentralisation</i>
3	Juin 2003.....	<i>Egalité</i>
4	Décembre 2003.....	<i>Droit et équité</i>
5	Juin 2004.....	<i>Autonomie financière</i>
6	Décembre 2004.....	<i>Services publics</i>
7	Juillet 2005.....	<i>Propos d'été</i>
8	Décembre 2005.....	<i>La crise urbaine est-elle derrière nous ?</i>
9	Mai 2006.....	<i>La réforme est-elle possible en France ?</i>
10	Novembre 2006.....	<i>La « République moderne »</i>
11	Août 2007.....	<i>En relisant Montesquieu</i>
12	Janvier 2008.....	<i>Pour une démocratie plus équilibrée</i>
13	Octobre 2008.....	<i>Rendre compte</i>
14	Mai 2009.....	<i>Le Loiret doit-il être rattaché à l'Île de France ?</i>
15	Novembre 2009.....	<i>Réforme territoriale : la nécessaire vigilance</i>
16	Mai 2010.....	<i>Dialoguer et agir</i>
17	Novembre 2010.....	<i>Démocratie et opinion</i>
18	Juin 2011.....	<i>Pour les libertés locales</i>

Le site Internet

www.jpsueur.com

Le Blog

<http://jpsueur.blog.lemonde.fr>

La page facebook

www.facebook.com/#!/pages/Jean-Pierre-Sueur/260456330632529

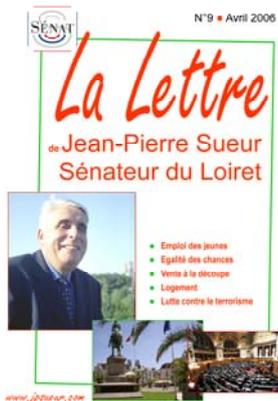
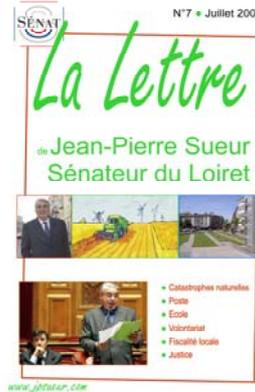
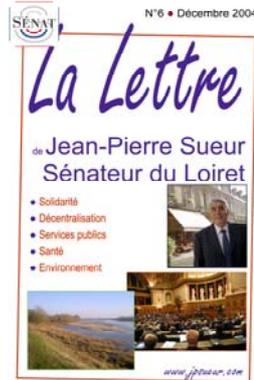
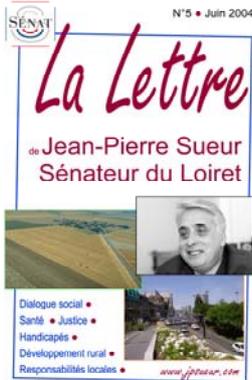
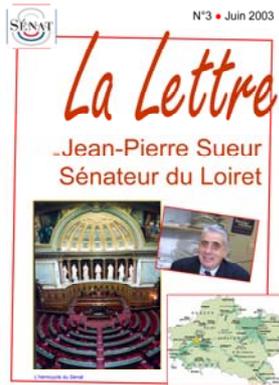
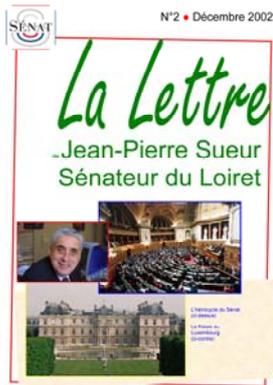
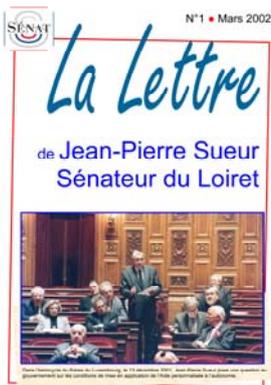
CONTACT

1 bis, rue Croix de Malte
45000 Orléans

06 79 84 85 55

sueur.jp@wanadoo.fr

Imprimé sur papier recyclé et routé
par l'ESAT La Couronnerie
Saint-Pryvé Saint-Mesmin



Rendre compte

Les élus se doivent de rendre compte de leurs actions. C'est ainsi que Jean-Pierre Sueur a rendu compte de son activité parlementaire tout au long de son mandat par l'envoi de dix-huit *Lettres* (deux par an) de cent pages chacune et par une lettre électronique publiée chaque lundi sur Internet. Ces dix-huit *Lettres* sont téléchargeables sur www.jpsueur.com (colonne de gauche).

